



CHIFFRES-CLÉS DE LA RÉGION **ÎLE-DE-FRANCE**

2014

Mon Navigo, mon Île-de-France.

**DÉZONAGE, COMPLÈMENT
DE PARCOURS, RECHARGEMENT :**
Retrouvez plus d'informations sur navigo.fr



SOMMAIRE



L'ÎLE-DE-FRANCE	2
------------------------------	----------



POPULATION	8
-------------------------	----------



ÉCONOMIE GÉNÉRALE	10
--------------------------------	-----------

PIB	10
VALEUR AJOUTÉE.....	11
ÉCHANGES INTERNATIONAUX	12
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	13
BUDGET.....	14
FISCALITÉ	15



EMPLOI ET REVENUS	16
--------------------------------	-----------

EMPLOI.....	16
CHÔMAGE	21
REVENUS	22



ENTREPRISES	24
--------------------------	-----------



SECTEURS D'ACTIVITÉ	26
----------------------------------	-----------

AGRICULTURE	26
ARTISANAT	27
CONSTRUCTION.....	27
COMMERCE.....	27



LOGEMENT	29
-----------------------	-----------



ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE	30
---	-----------

ENSEIGNEMENT.....	30
APPRENTISSAGE	32
RECHERCHE	33



IMMOBILIER D'ENTREPRISES	36
---------------------------------------	-----------



INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	38
--	-----------



ENVIRONNEMENT	40
----------------------------	-----------



TOURISME	42
-----------------------	-----------



GLOSSAIRE / LIENS UTILES / POUR EN SAVOIR PLUS	47
---	-----------

L'ÎLE-DE-FRANCE

L'Île-de-France dans l'Union européenne au 01.01.2014



- Pays membres de l'Union européenne
- Pays membres de l'espace Schengen
- Pays membres de la zone Euro
- Région Île-de-France

0 500 km

Source : IAU idF
© IAU idF



L'ÎLE-DE-FRANCE

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de **8 départements** et 1 281 communes, elle accueille une population de **12,0 millions d'habitants⁽¹⁾ (19 % de la population française métropolitaine)**, plus jeune que la moyenne nationale.

Des atouts nombreux :

- son **PIB** représente **31 % de la richesse nationale** et **près de 5 % du PIB de l'Union européenne**, devant le Grand Londres et la Lombardie.
- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu dense de PME / PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble **une forte densité d'entreprises technologiques** (grands groupes, PME, start-ups), **des pôles de compétitivité de réputation internationale** et **une des plus fortes concentrations scientifiques et technologiques en Europe** ;
- premier bassin d'emploi européen, sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : **34 % des cadres français**. L'Île-de-France rassemble 23 % des universités françaises et un cinquième des écoles d'ingénieurs (hors universités) et des écoles de commerce ;
- pour renforcer son attractivité, la région s'est dotée **d'infrastructures de premier plan**. Le « hub » aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des **grandes métropoles européennes** sont **accessibles en moins de 2 heures de vol**.



Cour d'honneur du Palais Royal (75) © C. Tarquis

⁽¹⁾ Estimation 2013.

L'ÎLE-DE-FRANCE



© Ports de Paris

Avec 70 ports répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également **la deuxième plateforme fluviale d'Europe**. Ports de Paris est **le premier port intérieur du monde dans le domaine du tourisme** avec une flotte de plus de 110 bateaux et **plus de 7 millions de passagers transportés** en 2012.

- ses **réseaux de communication à haut débit** permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor ;
- enfin, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, restent très attractifs pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la **première région touristique mondiale**. En outre, avec **plus de 600 000 m² d'espaces d'exposition**, Paris se situe au **premier rang européen pour le nombre d'exposants accueillis** et au **deuxième**, derrière Milan, **pour le nombre de visiteurs sur les salons de dimension internationale** (plus de 500 exposants).



Hôtel de Ville, Nouvel an chinois (75) © C. Olivier

Les départements de l'Île-de-France en bref

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Superficie (km²)	105	5 915	2 284	1 804	176	236	245	1 246	12 012
Population (01.01.2013)	2 273 305	1 361 739	1 418 185	1 238 230	1 602 043	1 545 357	1 348 290	1 191 214	11 978 363
Densité de population (hab/km²)	21 651	230	621	686	9 103	6 548	5 503	956	997
Établissements actifs (31.12.2011)	495 660	91 876	104 933	81 261	150 233	109 776	96 279	76 533	1 206 551
Taux de création d'entreprises (2012)	13,1	18,1	16,9	17,8	16,5	19,7	19,3	18,9	16,0

Source : Insee

La région Île-de-France représente 19 % de la population française métropolitaine et 31 % du PIB national

Superficie (km²)

12 012



Population
en 2013

(Insee, estimation au 1^{er} janvier)

11 978 000



Densité
de la
population
en 2013

(hab./km²)

997



PIB en 2011

(millions d'euros courants, Insee)

607 439

Exportations en 2013

(millions d'euros, Douanes)

77 000

Importations en 2013

(millions d'euros, Douanes)

131 400



Nombre
d'entreprises
en 2012

(Insee, 1^{er} janvier)

843 000



Créations
d'entreprises
en 2012

(Insee)

• auto-entrepreneurs

71 800

• hors auto-entrepreneurs

63 000



Défaillances
d'entreprises en
2012

(Insee)

11 400



Population
active occupée
en 2012

(Insee)

5 210 000



Emploi total
(salié et
non salié)
fin 2012

(Insee, données provisoires)

6 056 000



Emplois créés
ou maintenus par de
nouvelles implantations
d'entreprises étrangères
en 2012

(ARD/AFII)

5 200



Demandeurs d'emploi
(cat. A, B et C)
au 31-12-2013

(Pôle emploi, Dares)

621 700



Taux de
chômage
localisé au

3^e trimestre 2013



9,2 %

Effectifs de
l'enseignement
supérieur 2012-2013

(MESR)

635 400



Effectifs de
la recherche publique
et privée en 2011

(MESR)

150 400



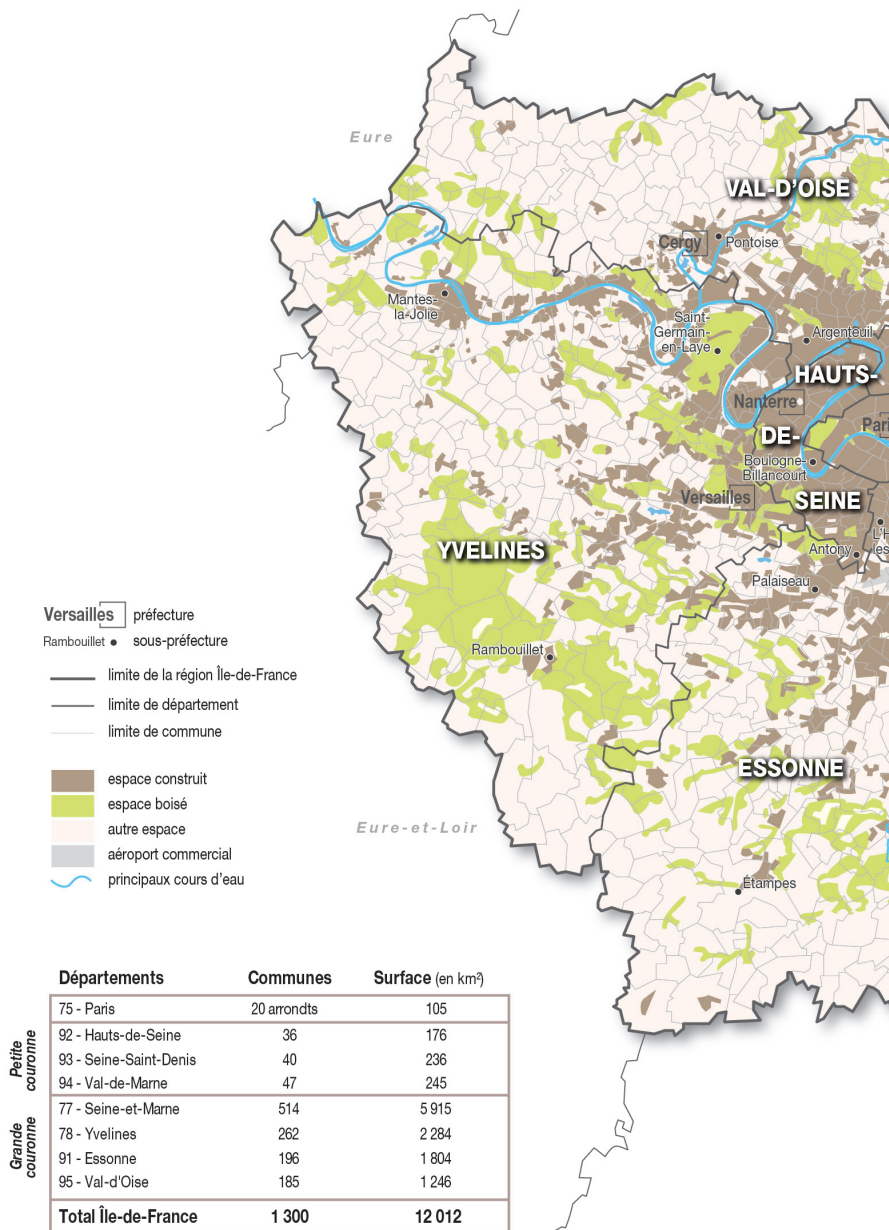
Trafic aérien des
aéroports parisiens
en 2013

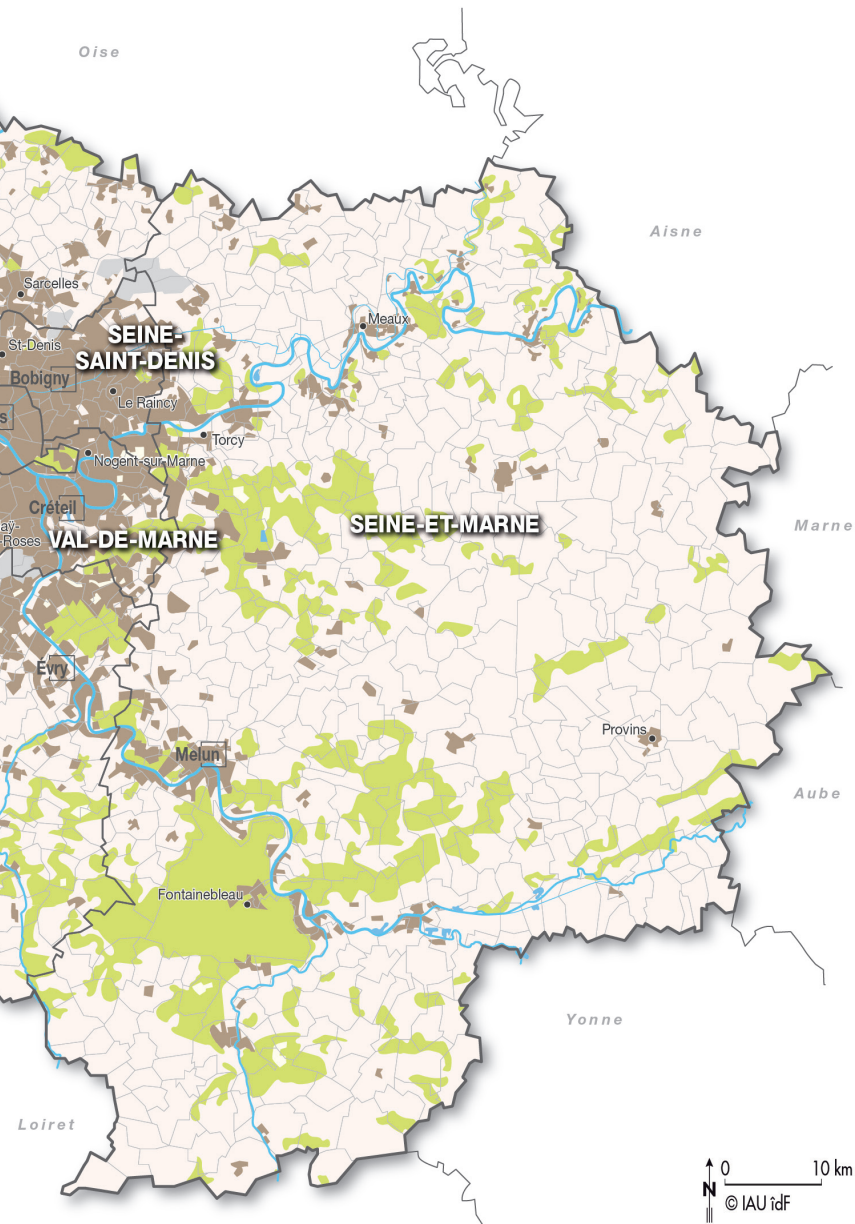
(millions de passagers,
Aéroports de Paris)

90,3



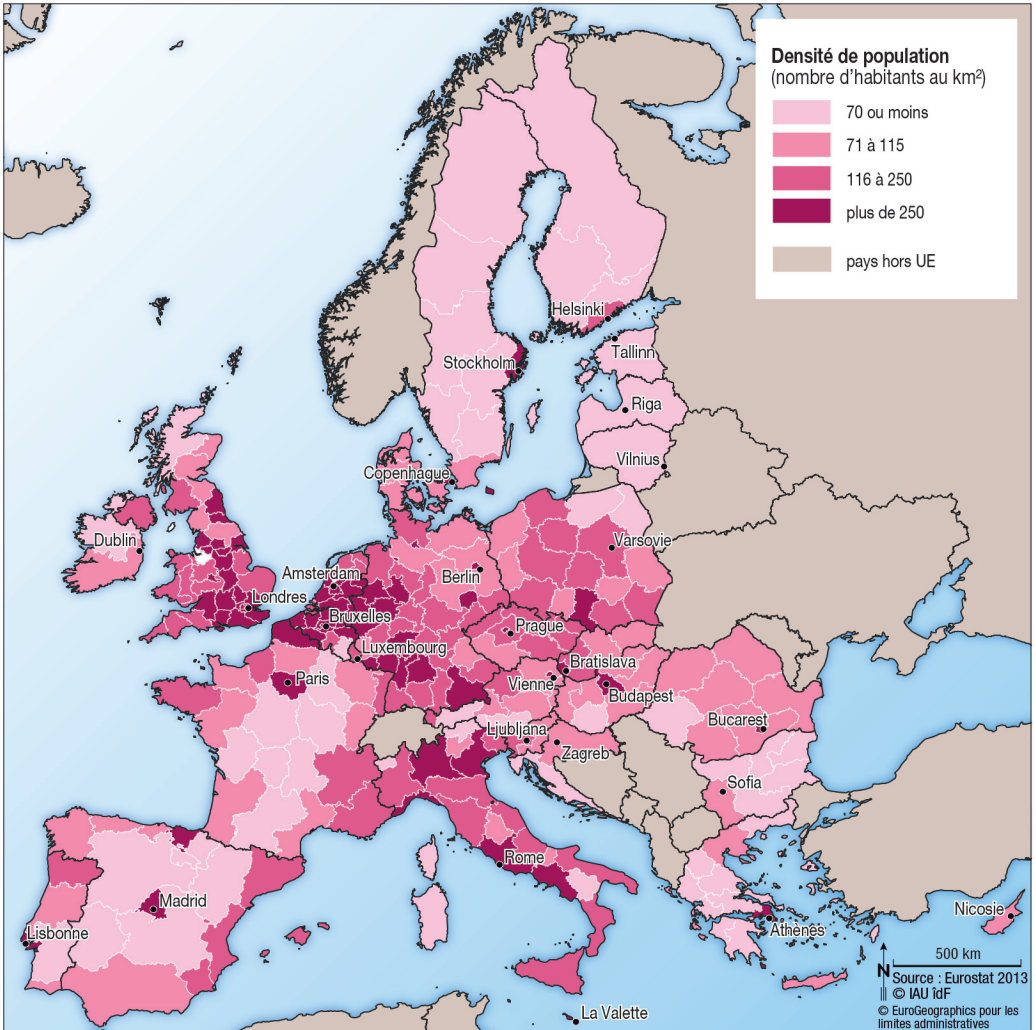
Limites administratives, communes et départements de l'Île-de-France





POPULATION

Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2011



19% de la population française métropolitaine
et 2 % de la population de l'UE

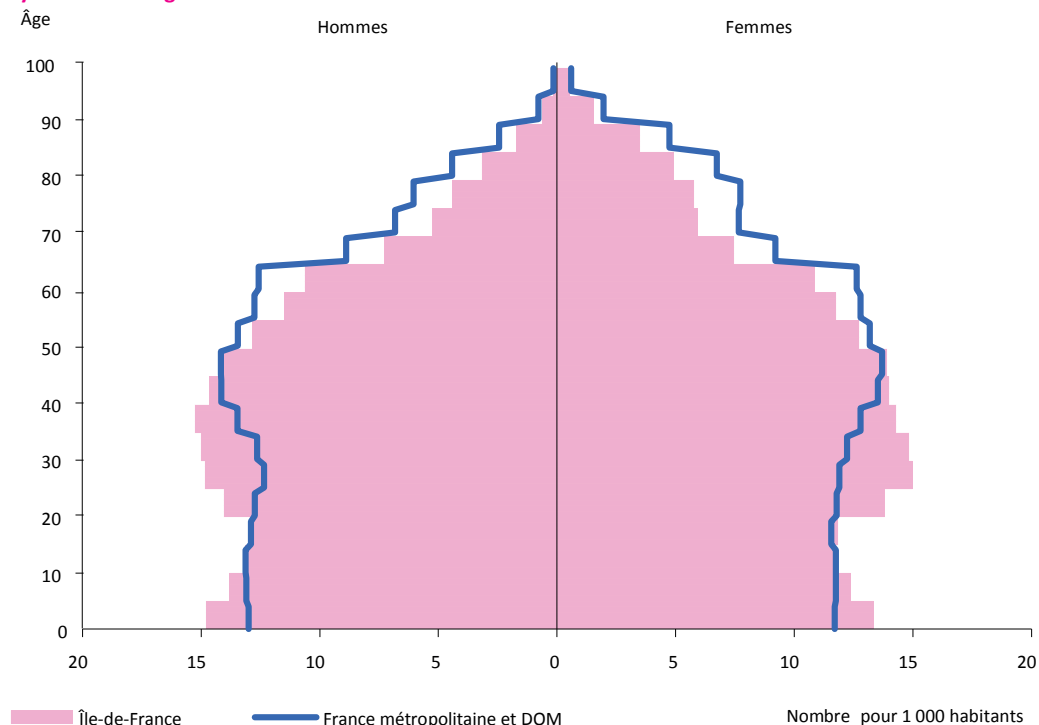
4 villes de plus de
100 000 habitants (hors Paris)
Boulogne-Billancourt (92), Saint-Denis (93), Argenteuil (95) et Montreuil (93)

Évolution de la population entre 2006 et 2011

	Superficie (km ²)	Population		Taux d'évolution annuel moyen 2006-2011 (%)	Densité de population en 2011 (hab./km ²)
		2006	2011		
Île-de-France	12 012	11 532 398	11 852 851	0,5	987
France métropolitaine	543 965	61 399 733	63 070 344	0,5	116

Source : Insee, recensements de la population 2006 et 2011

Pyramides des âges au 01.01.2013



Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires)

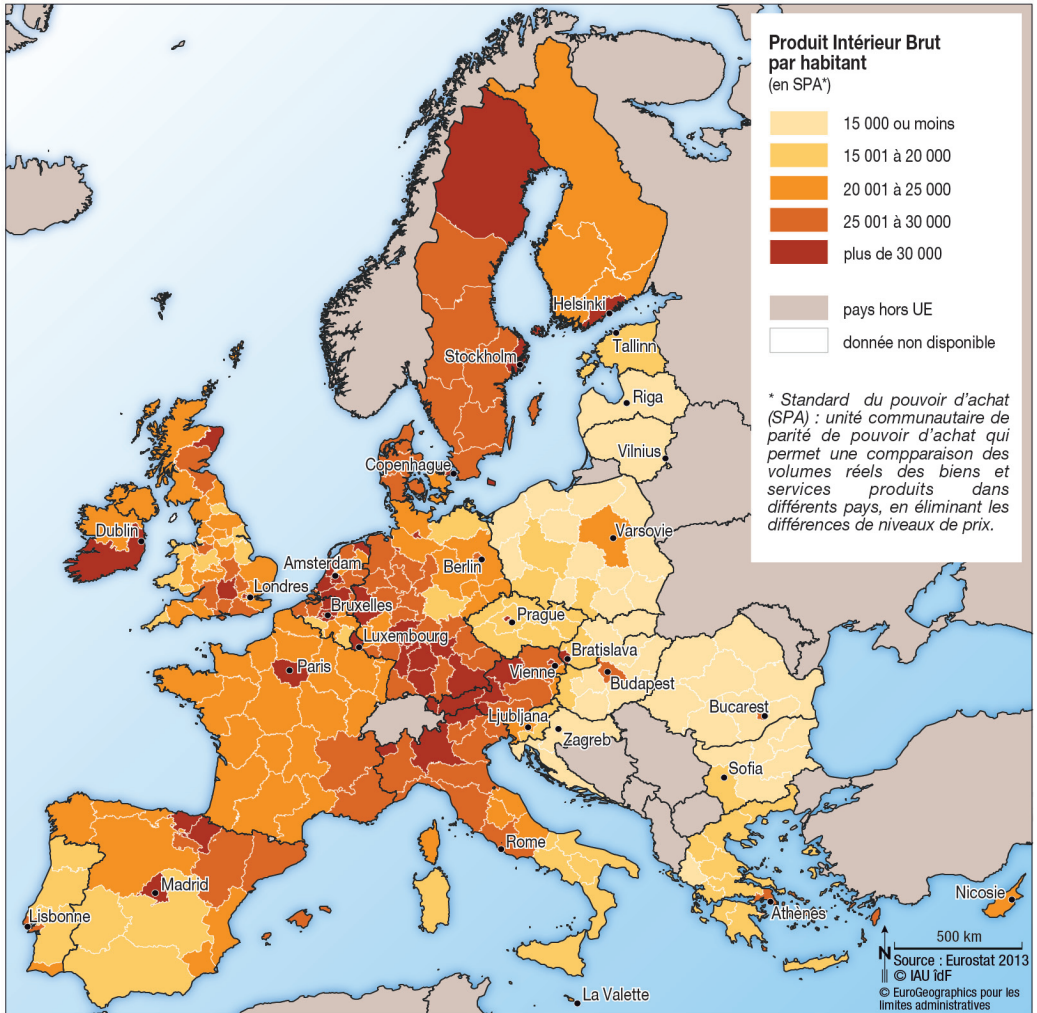
32 % des personnes arrivant de l'étranger s'installent en Île-de-France

1 enfant de métropole sur 4 naît en Île-de-France

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

PIB

Produit intérieur brut (PIB) dans les régions de l'Union européenne en 2010



31 % du PIB métropolitain en 2011

Produit intérieur brut en 2011

	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution 2011/2010 (%)	
			Île-de-France	France métropolitaine
PIB en valeur ⁽¹⁾	607 439	1 960 654	3,2	3,1
PIB par emploi ⁽²⁾	101 065	74 556	2,6	2,6
PIB par habitant ⁽²⁾	51 118	30 999	2,7	2,5
PIB en volume ⁽³⁾	550 063	1 769 218	2,1	1,6

⁽¹⁾ En millions d'euros courants.

⁽²⁾ En euros courants.

⁽³⁾ En millions d'euros constants.

Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

Source : Insee, comptes régionaux, base 2005. Données 2010 et 2011 provisoires



© V. Colin / CCI Paris Ile-de-France



© V. Colin / CCI Paris Ile-de-France

VALEUR AJOUTÉE

Valeur ajoutée par secteur d'activité en 2011

	Île-de-France		France métropolitaine
	Millions d'euros	%	%
Agriculture	664	0,1	1,8
Industrie	41 352	7,6	12,7
Construction	24 847	4,6	6,1
Tertiaire marchand	387 200	71,2	57,0
Tertiaire non marchand	89 989	16,5	22,4
Total valeur ajoutée	544 053	100,0	100,0

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Source : Insee, comptes régionaux, base 2005, données provisoires

88 % de la valeur ajoutée réalisée par le secteur tertiaire (76 % en province)

1^{re} région exportatrice (18 % des exportations françaises) et importatrice (26 % des importations françaises) de biens

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Échanges extérieurs de biens en 2013

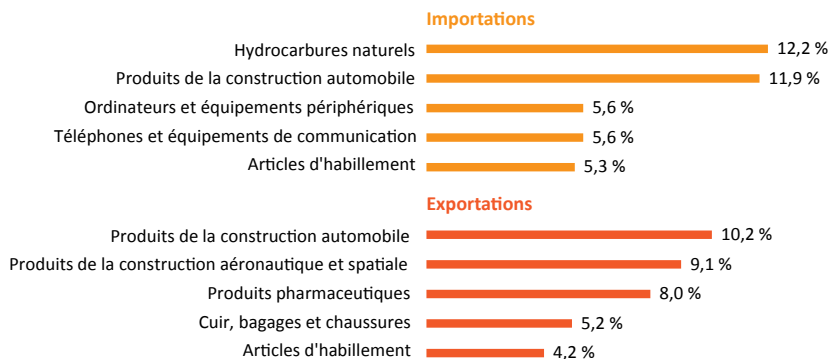
	Montant (millions d'euros)	Évolution 2013/2012 (%)
Importations	131 438	- 2,0
Exportations	77 018	- 0,8
Taux de couverture (%)	58,6	+ 0,7 point

Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France



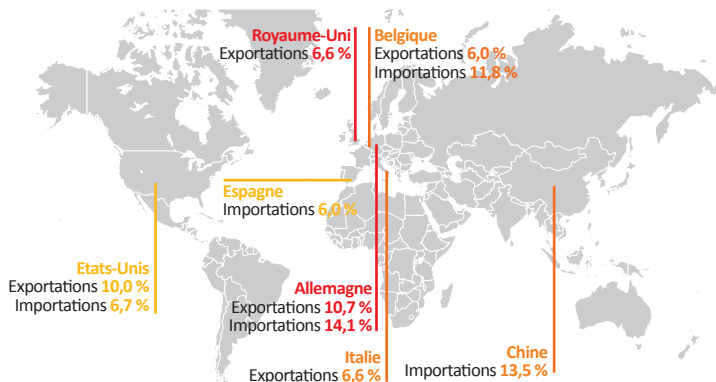
Salon international de l'Air et de l'Espace - Le Bourget (93) © M. Barbier / SOFRACOME

Principaux produits échangés en 2013



Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

Principaux pays clients et fournisseurs en 2013



Source : Direction interrégionale des douanes d'Île-de-France

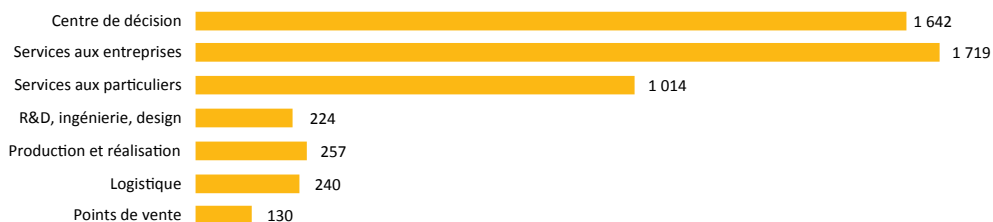
INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Répartition des implantations d'entreprises étrangères et des emplois créés ou maintenus par type d'implantation en 2012

Implantations d'entreprises étrangères - Total 201



Emplois - Total 5 226



Sources : AFII et ARD

Principaux pays d'origine des entreprises étrangères implantées et emplois créés ou maintenus en 2012

Pays d'origine	Entreprises		Emplois		Taille moyenne
	Nombre	%	Nombre	%	
États-Unis	51	25,4	1 512	28,9	30
Allemagne	23	11,4	617	11,8	27
Italie	16	8,0	468	9,0	29
Espagne	6	3,0	405	7,7	68
Pays-Bas	11	5,5	347	6,6	32
Royaume-Uni	14	7,0	314	6,0	22
Japon	16	8,0	248	4,7	16
Chine	15	7,5	233	4,5	31
Belgique	4	2,0	201	3,8	50
Suisse	8	4,0	149	2,9	19

Sources : AFII et ARD

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

BUDGET

Budget de la Région en 2014⁽¹⁾ et 2013

	2014			2013		
	Montant (millions d'euros)	Part dans le budget (%)	Évolution 2014/2013 (%)	Montant (millions d'euros)	Part dans le budget (%)	Évolution 2013/2012 (%)
Dépenses	4 751,1		0,4	4 729,9		- 0,9
Section de fonctionnement	2 736,5	57,6	- 1,5	2 776,8	58,7	1,3
Section d'investissement	2 014,6	42,4	3,1	1 953,1	41,3	- 3,8
Recettes	4 751,1		0,4	4 729,9		- 0,9
Section de fonctionnement	3 430,6	72,2	0,2	3 423,7	72,4	0,4
Section d'investissement	1 320,5	27,8	1,1	1 306,2	27,6	- 4,2

⁽¹⁾ Projet de budget.

Source : Conseil régional d'Île-de-France

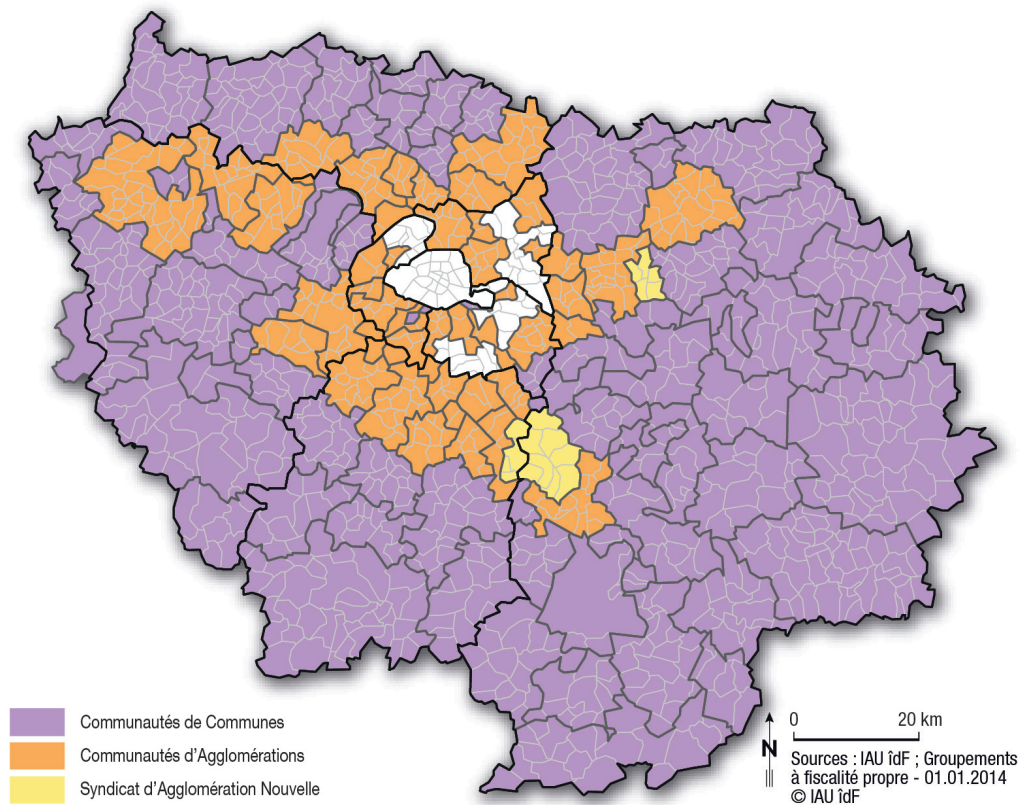
Fonds européens accordés dans le cadre des politiques de cohésion et de développement rural pour la période de programmation 2014-2020

	Objectifs du fonds	Montant (millions d'euros)
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	661,6
FEDER (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	178,0
FEADER (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, environnement et gestion de l'espace rural, qualité de vie et diversification des activités en zone rurale	n. d.

Source : DGEFP

FISCALITÉ

Groupements à fiscalité propre au 01.01.2014



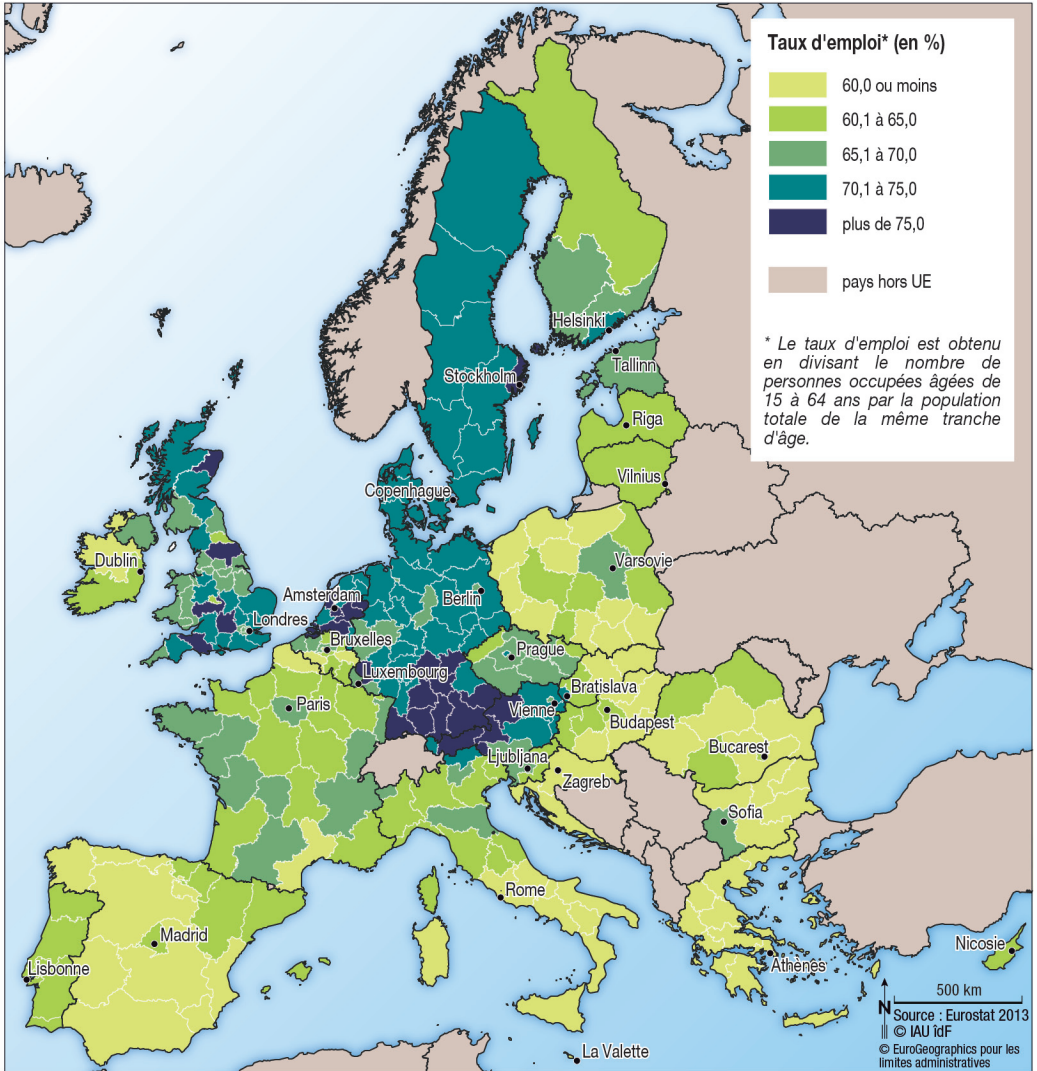
Selon le périmètre des intercommunalités au 1^{er} janvier 2014, 8,1 millions de Franciliens (population municipale au 1^{er} janvier 2011) et 97 % des communes d'Île-de-France font partie des 113 groupements à fiscalité propre de la région. Cela représente 85 % de la population francilienne hors Paris (68 % avec Paris) avec :

- 43 communautés d'agglomération
- 3 syndicats d'agglomération
- 67 communautés de communes

EMPLOI ET REVENUS

EMPLOI

Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2012





© Unclesam / Fotolia

Structure de la population active ⁽¹⁾ en 2012

(%)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, prof. intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Île-de France	0,2	5,2	29,2	24,5	26,9	14,0
Hommes	0,2	7,8	32,6	21,7	15,2	22,6
Femmes	0,1	2,5	25,7	27,4	39,4	4,9
Province	2,2	6,4	14,1	23,7	29,2	24,3
Hommes	3,1	8,7	16,4	22,4	12,3	37,1
Femmes	1,3	3,8	11,5	25,2	48,0	10,2

⁽¹⁾ Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé et militaires du contingent.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Taux d'activité en 2012

(%)

	Île-de-France	Province
Ensemble	61,4	55,6
Hommes	66,8	60,8
Femmes	56,6	50,8
15 à 29 ans	49,8	54,7
30 à 49 ans	89,7	89,5
50 ans ou plus	42,1	32,4

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Niveau de diplôme en 2012 ⁽¹⁾

(%)

	Île-de-France	Province
Aucun diplôme ou CEP	16,2	15,6
Brevet des collèges	6,6	7,1
CAP, BEP	14,2	26,5
Baccalauréat	19,5	19,6
Diplôme de niveau Bac + 2	14,0	14,7
Diplôme de 2^e ou 3^e cycle universitaire	29,6	16,5

⁽¹⁾ Répartition selon le diplôme le plus élevé obtenu.

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Taux de chômage localisé

9,2 % au 3^e trimestre 2013
(10,5 % en France métropolitaine), en hausse
de 0,6 point par rapport au 3^e trimestre 2012

EMPLOI ET REVENUS

Structure de l'emploi en 2012

	(%)	
	Île-de-France	Province
Ensemble	100,0	100,0
Hommes	53,7	52,0
Femmes	46,3	48,0
15 à 29 ans	19,2	19,0
30 à 49 ans	54,3	52,9
50 ans ou plus	26,5	28,1
Non salariés	8,8	12,2
Salariés, dont :	91,2	87,8
- Emplois précaires (CDD, intérim, apprentis, stages et contrats aidés)	9,9	12,8
- Emplois stables	81,3	75,0
hors État et collectivités locales	64,1	57,5
État et collectivités locales	17,3	17,6
Catégories socioprofessionnelles, dont :		
Cadres et professions intellectuelles supérieures	31,2	14,6
Professions intermédiaires	26,1	24,3
Employés	24,3	29,1
Ouvriers	12,9	22,8
Secteurs d'activité, dont :		
Industrie	9,4	14,8
Construction	5,6	7,2
Tertiaire	84,5	73,9

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Plus de **6** millions d'emplois salariés et non salariés en 2012

14 % des salariés de l'industrie française en 2012

Emploi salarié privé par secteur d'activité au 3^e trimestre 2013

	Salariés	Évolution 2013/2012 (%)
Île-de-France, dont :	4 077 394	0,0
Industrie	461 055	- 1,5
Construction	273 697	1,2
Tertiaire marchand	3 342 642	0,1
<i>dont : Commerce</i>	686 122	- 0,9
<i>Intérim</i>	82 731	- 4,2
France, dont :	15 436 000	- 0,7
Industrie	3 197 400	- 1,7
Construction	1 397 400	- 1,9
Tertiaire marchand	10 841 200	- 0,2
<i>dont : Commerce</i>	2 989 800	- 1,3
<i>Intérim</i>	523 100	0,6

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, estimations d'emploi, 2012 et 2013



© C. Cienat / CCI Paris Ile-de-France



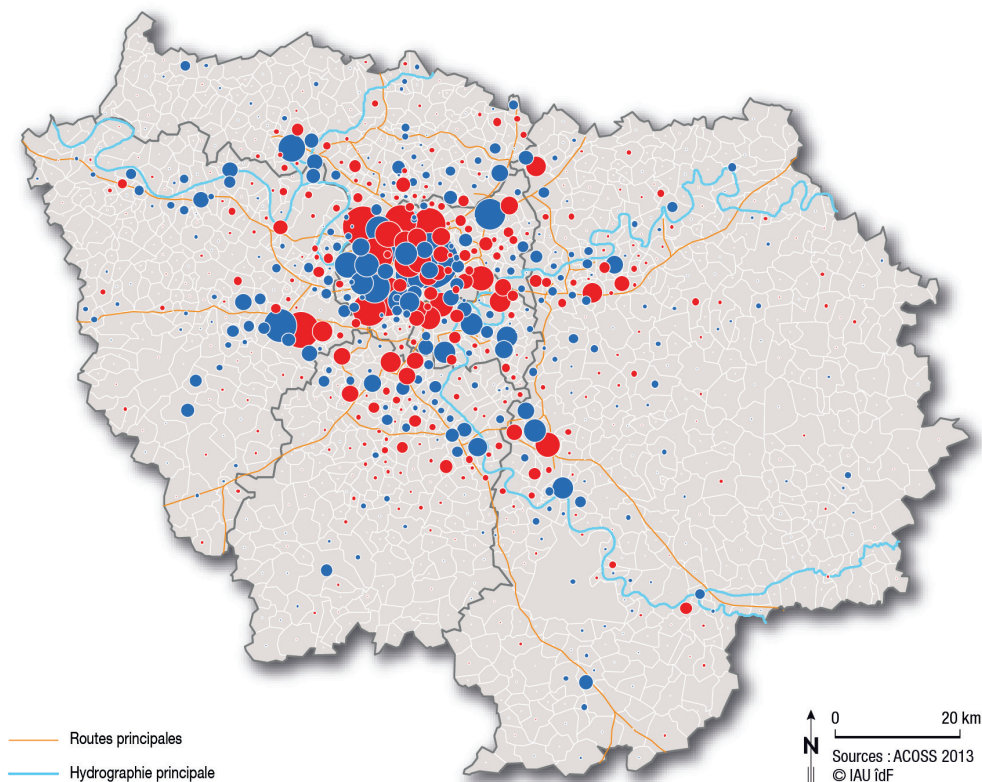
© V. Colin / CCI Paris Ile-de-France



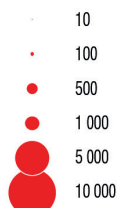
© F.-X. Gutton / Angie / CCI Paris Ile-de-France

EMPLOI ET REVENUS

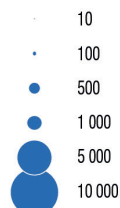
Emplois salariés du secteur privé : évolution entre 2007 et 2011



Gains d'emplois



Pertes d'emplois



CHÔMAGE

Chômeurs (au sens du BIT) en 2012

	Structure (%)		
	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Hommes	53,4	51,2	51,6
Femmes	46,6	48,8	48,4
15 à 29 ans	32,4	37,8	36,9
30 à 49 ans	46,2	43,1	43,6
50 ans ou plus	21,4	19,1	19,5

Catégories socioprofessionnelles, dont :

Cadres	12,6	5,1	6,4
Professions intermédiaires	16,3	12,1	12,9
Employés	28,3	30,1	29,8
Ouvriers	25,4	33,5	32,1
Sans diplôme ou CEP	27,0	27,4	27,3
Brevet, CAP, BEP	25,9	34,9	33,4
Baccalauréat	20,1	20,0	20,0
Diplôme de niveau Bac + 2	9,3	8,2	8,4
Diplôme de 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire	17,7	9,5	10,9

Source : Insee, enquête emploi en continu 2012

Demandeurs d'emploi en fin de mois au 31.12.2013 ⁽¹⁾

	Catégories A, B et C				Catégorie A
	Ensemble	Moins de 25 ans (%)	50 ans ou plus (%)	Longue durée (%)	Ensemble
Île-de-France	872 000	11,5	22,1	40,9	621 700
Province	4 102 400	17,2	21,2	41,8	2 750 300
France métropolitaine	4 974 400	16,2	21,3	41,6	3 372 000

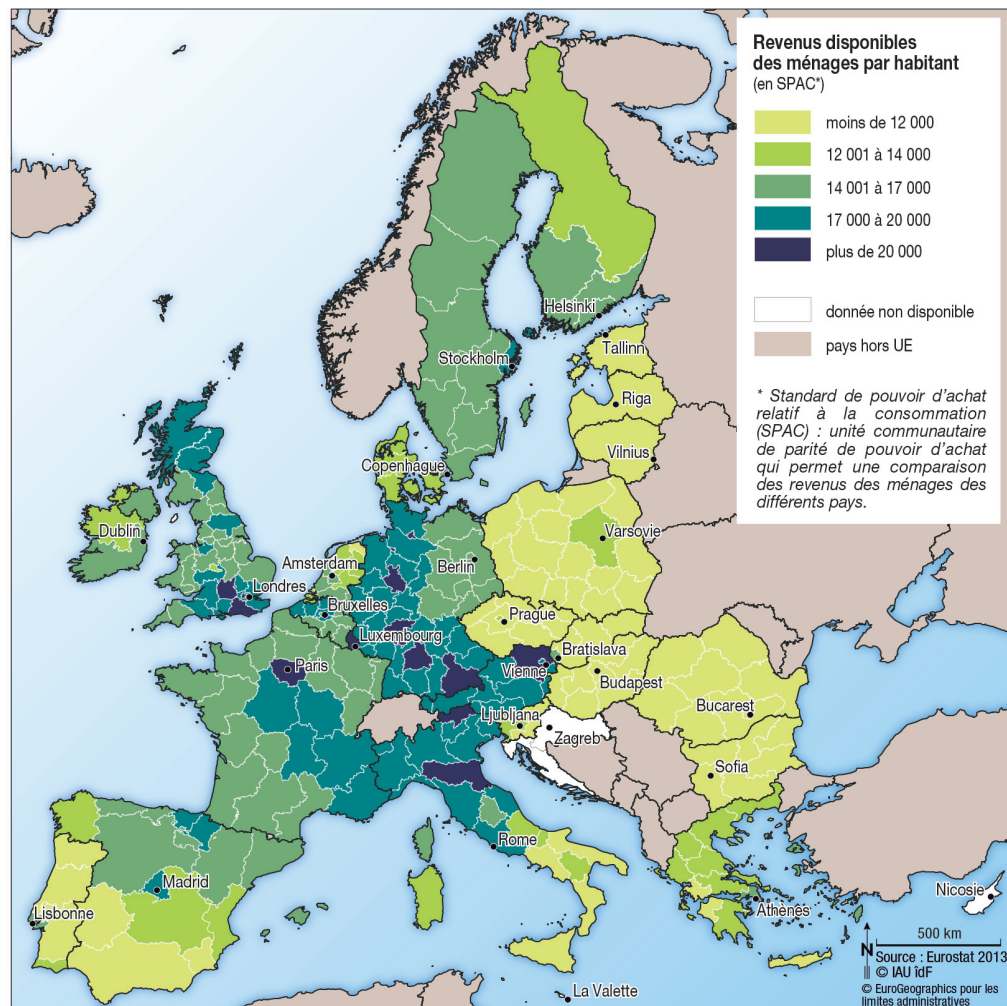
⁽¹⁾ Voir glossaire.

Source : Pôle emploi et Dares

EMPLOI ET REVENUS

REVENUS

Revenu des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2010



Formation du revenu disponible brut des ménages par habitant en 2010 ⁽¹⁾

	Revenu disponible brut par habitant (euros)	Excédent brut et revenu mixte (%) (+)	Salaires et traitements bruts (%) (+)	Cotisations sociales des salariés et non-salariés (%) (-)	Impôts (%) (-)	Prestations en espèces (%) (+)	Autres ⁽²⁾ (%) (+)
Île-de-France	23 989	20,7	71,8	12,5	16,7	25,1	11,6
Province	19 171	21,2	56,0	9,8	11,8	34,4	10,0
Métropole	20 076	21,1	59,6	10,4	12,9	32,3	10,3

⁽¹⁾ Données provisoires.

⁽²⁾ Autres : revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants.

Source : Insee, division Statistiques régionales, locales et urbaines - Comptes régionaux des ménages provisoires - base 2005

Revenu fiscal annuel en 2011

	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	4 826 494	21 874 616	26 701 110
Part des ménages fiscaux imposés (%)	71,5	58,7	61,0
Structure du revenu fiscal déclaré (%)			
Part des revenus d'activité ⁽¹⁾	74,7	67,1	68,8
Part des traitements et salaires	69,8	60,9	63,0
Part des bénéfices	4,9	6,1	5,8
Part des retraites, pensions et rentes	18,2	26,7	24,8
Part des autres revenus	7,1	6,2	6,4

Champ : revenus fiscaux déclarés par les ménages.

⁽¹⁾ Revenus salariaux et revenus des professions non salariées.

Sources : Insee et DGFIP, dispositif Revenus fiscaux localisés des ménages

Traitements et salaires

70 % des revenus fiscaux déclarés en 2011 (61 % en province)

Niveau de vie mensuel médian

1 846 € en 2011 (1 593 € en province)

ENTREPRISES

Démographie des entreprises en 2012

	Île-de-France				France métropolitaine			
	Créations d'entreprises		Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2012	Créations d'entreprises		Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2012
	Auto-entrepreneurs	Hors auto-entrepreneurs			Auto-entrepreneurs	Hors auto-entrepreneurs		
Ensemble, dont :	71 760	63 071	11 364	842 791	300 187	230 974	59 974	3 461 113
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	2 653	1 705	626	37 558	16 496	9 756	4 669	235 972
Construction	6 898	9 564	3 109	86 533	45 109	36 815	15 713	465 895
Commerce, réparation auto. et moto.	11 751	11 804	2 314	156 289	59 307	48 589	13 662	696 930
Transports et entreposage	1 309	2 581	544	27 983	2 923	6 435	2 014	86 013
Hébergement et restauration	949	2 974	769	45 943	8 315	16 504	7 217	239 995
Information et communication	7 329	5 178	663	60 441	18 368	9 162	1 561	121 026
Activités financières et d'assurance	607	2 725	222	34 647	1 903	9 888	1 163	124 206
Activités immobilières	602	2 987	300	40 522	2 381	13 737	2 087	162 830
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	22 797	16 531	1 869	209 884	67 830	43 224	6 588	590 656
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7 917	4 263	948	91 314	30 935	24 632	5 300	469 334
Autres activités des services	8 948	2 759		51 677	46 620	12 232		268 256

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Principaux employeurs au 31.12.2011

Raison sociale	Assistance publique - Hôpitaux de Paris ⁽¹⁾	Ville de Paris ⁽¹⁾	SNCF	La Poste	Air France	RATP	Préfecture de police de Paris ⁽¹⁾	France Télécom	Société Générale	BNP Paribas	PSA Peugeot Citroën	Renault SAS	Carrefour hypermarchés
Effectif régional	89 100	59 300	52 900	50 100	47 200	45 000	38 300	31 900	28 600	26 100	26 100	20 700	18 100

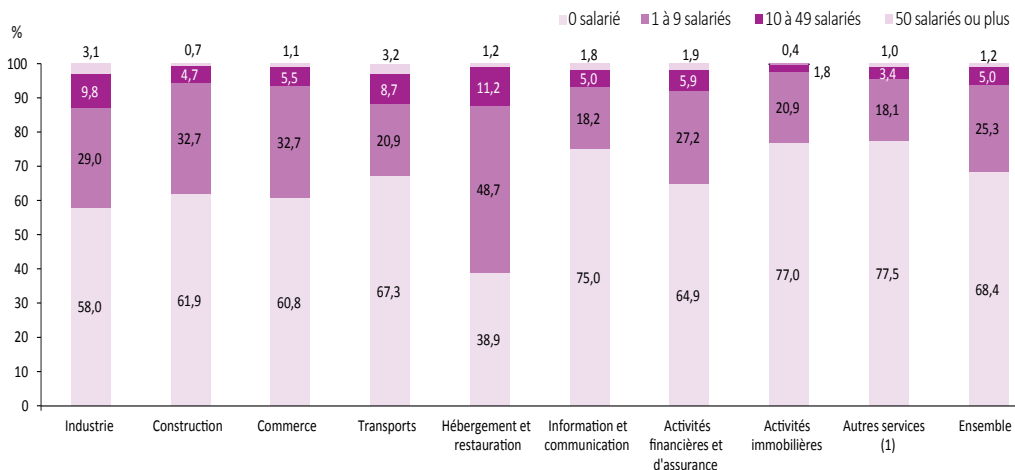
⁽¹⁾ Secteur public.

Source : Insee, CLAP (Connaissance localisée de l'appareil productif) 2011

843 000 entreprises
en 2012, soit 24 % du total national

1 emploi francilien sur **6**
dépend d'un groupe étranger

Répartition des établissements selon la taille et le secteur au 01.01.2012



Champ : activités marchandes hors agriculture.

(1) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, autres activités de services.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Établissements filiales d'un groupe étranger et emploi contrôlé au 31.12.2011

	Île-de-France	France
Établissements employeurs contrôlés par un groupe étranger		
Nombre d'établissements	16 452	61 757
Part dans le total des établissements (%)	4,1	3,2
Taux de pénétration (1) (%)		
Industrie	19,7	24,1
Construction	4,2	2,1
Commerce	29,0	17,2
Services (y c. activités financières)	11,1	6,3
Ensemble (hors agriculture et administration)	14,1	10,6

(1) Part de l'emploi des établissements contrôlés par des groupes étrangers dans l'emploi total.

Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2011, enquête sur les liaisons financières

Taux de création d'entreprises des auto-entrepreneurs

8,5 % en 2012, légèrement inférieur au taux national (8,7 %)

Taux de création d'entreprises hors auto-entrepreneurs

7,5 % en 2012, supérieur au taux national (6,7 %)

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Répartition des établissements et des effectifs au 01.01.2013

	Île-de-France		
	Établissements	Effectifs	Effectif moyen par établissement
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6 783	76 015	11
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	7 200	47 499	7
Cokéfaction et raffinage	50	1 196	24
Fab. équipements électriques, électroniques, informatiques ; fab. de machines	3 179	74 478	23
Fabrication de matériels de transport	492	77 319	157
Fabrication d'autres produits industriels	27 421	178 660	7
Construction	90 945	272 977	3
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	186 767	698 698	4
Transports et entreposage	33 816	368 063	11
Hébergement et restauration	52 986	271 762	5
Information et communication	64 607	368 557	6
Activités financières et d'assurance	43 412	325 127	7
Activités immobilières	46 699	75 323	2
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	225 090	795 460	4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	97 185	186 289	2
Autres activités de services	55 256	109 517	2
Ensemble	941 888	3 926 940	4

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

AGRICULTURE

Utilisation du territoire en 2012

	Hectares	Part (%)
Superficie agricole utilisée de la région	582 403	48,7
dont terres arables	549 659	45,9
Surfaces boisées et peupleraies en plein	319 609	26,7
Sols artificialisés	245 692	20,5
Autres surfaces non agricoles	48 770	4,1
Superficie totale de la région⁽¹⁾	1 196 474	100,0

⁽¹⁾ Non compris Paris (10 515 hectares).

Source : Agreste, Statistique annuelle agricole, nouvelle nomenclature

Près de **8 500 ha**
de surfaces bio (certifiées et en conversion) en 2012
(1,4 % du territoire agricole d'Île-de-France),
+ 6 % par rapport à 2011, 20^e rang français

4 personnes en moyenne
par établissement en 2012

ARTISANAT

Entreprises artisanales au 01.01.2012

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble	Densité artisanale ⁽¹⁾
Île-de-France	21 456	69 552	20 726	62 918	174 652	143
France métropolitaine	175 093	428 107	151 033	338 333	1 092 566	173

⁽¹⁾ Densité artisanale : nombre d'entreprises artisanales pour 10 000 habitants (population estimée au 01-01-2011).

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

CONSTRUCTION

Logements en 2012 et 2013

	Autorisés				Commencés			
	Île-de-France		France métropolitaine		Île-de-France		France métropolitaine	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Logements ⁽¹⁾, dont :	76 173	62 759	476 768	414 059	50 619	48 392	336 276	318 748
logements collectifs	70,2 %	71,3 %	47,5 %	47,6 %	70,5 %	74,9 %	45,0 %	46,9 %
logements individuels purs	8,8 %	10,0 %	31,0 %	31,6 %	8,4 %	8,6 %	35,7 %	34,4 %

⁽¹⁾ Logements ordinaires hors logements en résidence.

Source : DRIHL, Sit@del2 en date de prise en compte

COMMERCE

Grandes surfaces du commerce de détail au 01.09.2013

	Centres commerciaux			Hypermarchés			Supermarchés			Super maxi-discomptes		
	Nombre	Surface ⁽¹⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾
Île-de-France	147	4 764 177	398	205	1 389 720	116	976	1 033 850	86	612	431 245	36
France	642	16 223 878	255	1 992	10 748 504	169	5 703	7 418 249	117	4 604	3 435 722	54

	Grands magasins			Jardineries ⁽⁵⁾			Bricolage			Click and Drive		
	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽⁴⁾
Île-de-France	15	272 303	23	110	433 907	36	201	959 878	80	110	n. s.	9
France	97	730 700	11	1 598	5 215 951	82	2 341	8 297 821	130	4 604	n. s.	72

⁽¹⁾ Surface GLA : Gross Leasing Area (surface brute louée, qui correspond à la surface commerciale, soit surface de vente + réserves + parties communes).

⁽²⁾ Surface de vente.

⁽³⁾ La densité en m2 pour 1 000 habitants est calculée à partir des estimations de population au 01.01.2013 (Insee).

⁽⁴⁾ Nombre d'unités pour 1 000 000 habitants.

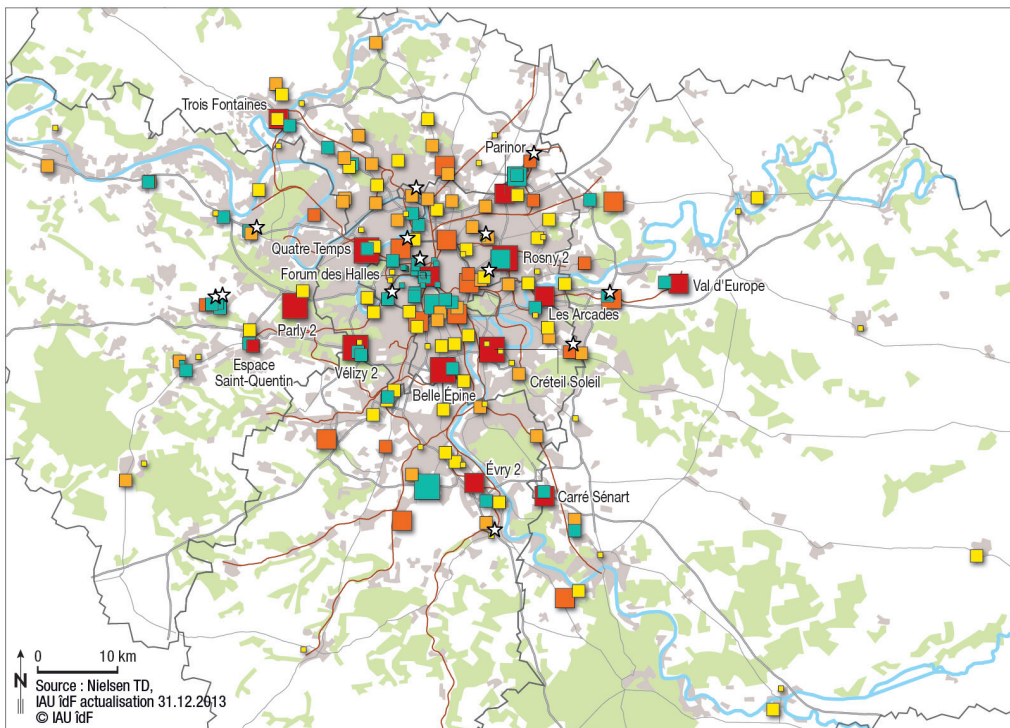
⁽⁵⁾ Hors LISA (libre service agricole).

Source : Panorama /Trade dimensions, Le guide 2014 de la distribution

Note : les magasins Monoprix (magasins populaires) sont recensés dans les hypermarchés (surface de vente supérieure ou égale à 2 500 m²) ou supermarchés (surface de vente inférieure à 2 500 m²).

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Centres commerciaux en 2013



Type de centre commercial

- régional
- interdépartemental
- intercommunal
- local
- spécialisé (magasins d'usines, galerie marchande, retail park...)

Taille (surface GLA*)

- ≥ 100 000 m²
- 50 000 - 99 999 m²
- 10 000 - 49 999 m²
- 5 000 - 9 999 m²

☆ ouverture récente (2012 ou 2013)

Transports

- Autoroute
- Réseau routier national
- Lignes RER

Définition des types de centres commerciaux

- c.c. régional : centres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles

- c.c. interdépartemental : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 80 000 m²

- c.c. intercommunal : centres commerciaux comprenant un hypermarché et dont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 m²

- c.c. local : centres commerciaux comprenant une moyenne ou grande surface alimentaire et dont la surface commerciale est comprise entre 5 000 et 20 000 m²

- c.c. spécialisé : autres centres commerciaux sans locomotive alimentaire orientés vers l'équipement de la personne, de la maison, etc.

* surface GLA : surface brute louée, ce qui correspond à la surface commerciale (surface de vente + réserves et parties communes)

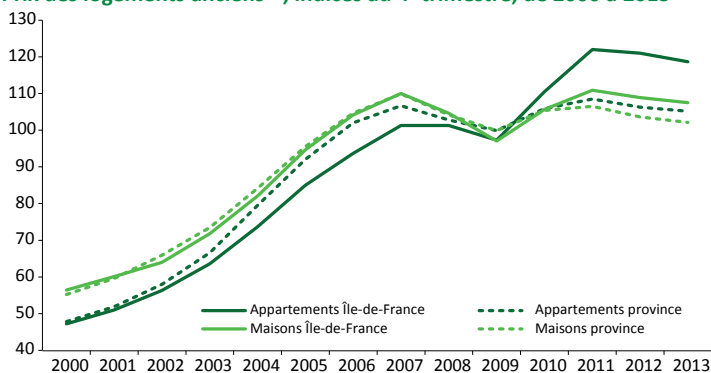
LOGEMENT

Caractéristiques des logements en 2010

	Île-de-France		France métropolitaine	
	2010	1999	2010	1999
Nombre de logements (milliers)	5 453	5 083	32 520	28 702
Nombre de résidences principales (milliers)	4 963	4 510	27 107	23 810
Proportion de maisons individuelles (%)	26,8	26,3	55,9	55,5
Proportion de locataires (%)	49,3	51,1	39,7	40,7
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,4	3,3	4,0	3,9
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,4	2,3	2,4

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2010, exploitations principales

Prix des logements anciens ⁽¹⁾, indices au 4^e trimestre, de 2000 à 2013 ⁽²⁾



⁽¹⁾ Logements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

⁽²⁾ Base 100 au 1^{er} trimestre 2010, données provisoires pour 2013.

Sources : Chambres des notaires de Paris (pour l'Île-de-France), Perval-M.I.N. (pour la province), Insee

Loyers du parc privé au 01.01.2013

	Paris	Petite couronne	Grande couronne	Agglomération parisienne
Surface moyenne (m ²)	51	53	60	55
Loyer mensuel moyen				
en euros	1 097	850	800	935
en euros / m ²	21,6	15,9	13,2	17,3
Évolution annuelle en 2012				
en %	3,3	2,6	1,8	2,8
en euros / m ²	0,7	0,4	0,2	0,5

Source : OLAP

5 453 000 logements en 2010,
91 % sont des résidences principales (82 % en province)

48 % des ménages franciliens
sont propriétaires de leur résidence principale en 2010

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

ENSEIGNEMENT

Répartition des effectifs du premier degré à la rentrée 2012

	Effectifs enseignements public et privé				Dont effectifs enseignement public				
	Pré-élémentaire	Élémentaire	CLIS ⁽¹⁾	Ensemble	Pré-élémentaire	Élémentaire	CLIS ⁽¹⁾	Ensemble	Part du public (%)
Île-de-France	498 797	779 836	6 190	1 284 823	464 745	698 969	5 802	1 169 516	91,0
France métropolitaine	2 444 926	3 917 612	43 303	6 405 841	2 140 214	3 351 018	40 268	5 531 500	86,4
Part de l'Île-de-France (%)	20,4	19,9	14,3	20,1	21,7	20,9	14,4	21,1	

⁽¹⁾ Classes pour l'inclusion scolaire.

Source : MENJVA-DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire

Effectifs du second degré à la rentrée 2012 (y compris EREA*)

	Enseignements public et privé (y c. SEGPA**) (1) + (2) + (3)	Dont				
		Public	Privé	Collège (1)	Lycée d'enseignement professionnel (2)	Lycée d'enseignement général et technologique (3)
Île-de-France	1 006 585	808 245	198 340	597 233	111 620	297 732
France métropolitaine	5 165 978	4 031 202	1 134 776	3 154 318	617 700	1 393 960
Part de l'Île-de-France (%)	19,5	20,0	17,5	18,9	18,1	21,4

* Les élèves des EREA (établissements régionaux d'enseignement adapté) sont répartis selon leur classe.

** Sections d'enseignement général (sixième SEGPA à troisième SEGPA) et professionnel adapté (CAP de SEGPA).

Source : MENJVA-MESR DEPP





Remise des diplômes à HEC (78)
© J.-M. Blais / HEC Paris

Effectifs de l'enseignement supérieur à la rentrée 2012

	Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France / France métro. (%)
Universités	362 254	1 437 085	25,2
IUT	17 723	114 185	15,5
Sections de techniciens supérieurs	45 294	245 585	18,4
Classes préparatoires aux grandes écoles	26 423	80 750	32,7
Formations d'ingénieurs⁽¹⁾	31 887	134 152	23,8
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	43 524	130 779	33,3
Autres écoles et formations d'enseignement supérieur⁽²⁾	128 446	343 957	37,3
Ensemble⁽³⁾	635 353	2 347 370	27,1

⁽¹⁾ Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

⁽²⁾ Grands établissements, INP et universités de technologie, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales (chiffres 2011), préparations intégrées et autres écoles.

⁽³⁾ Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités, des universités de technologie, des INP et des grands établissements.

Sources : MESR - DGESIP / DGRI - SIES, Système d'information SISE et autres enquêtes

27 % des effectifs universitaires français

ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

APPRENTISSAGE

Effectifs des centres de formation d'apprentis par niveau au 31.12.2011

	Niveau V CAP, BEP	Niveau IV Bac professionnel ou brevet professionnel	Niveau III Bac + 2 (BTS, DUT, 1 ^{er} cycle universitaire)	Niveau II Bac +3 et +4 (licence, maîtrise)	Niveau I Bac + 5 ou plus	Ensemble
Île-de-France	21 298	20 240	16 294	10 238	14 751	82 821
Évolution 2011 / 2010 (%)	- 3,5	2,8	7,6	12,1	13,4	4,8
France métropolitaine	185 220	121 794	66 060	21 453	33 870	428 397
Part de l'Île-de-France (%)	11,5	16,6	24,7	47,7	43,6	19,3

Champ : apprentis sous tutelle de l'Éducation nationale et de l'Agriculture.

Sources : MEN, MESR - DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)

Effectifs d'apprentis par filière de formation au 31.12.2011

	Île-de-France	Part en France (%)
Spécialités disciplinaires	1 525	58,4
Mathématiques et sciences	406	39,5
Sciences humaines et droit	945	68,2
Lettres et arts	174	88,3
Spécialités de la production	32 606	12,6
Spécialités pluri-technologiques de la production	2 655	19,1
Agriculture, pêche, forêt	2 046	6,5
Transformations	9 341	12,9
Génie civil, construction, bois	6 643	9,6
Matériaux souples	373	32,0
Mécanique, électricité, électronique	11 548	16,5
Spécialités de services	48 690	27,7
Spécialités plurivalentes des services	19	51,4
Échanges et gestion	24 878	28,6
Communication et information	7 807	47,4
Services aux personnes	14 826	21,6
Services à la collectivité	1 160	31,4
Ensemble	82 821	19,0

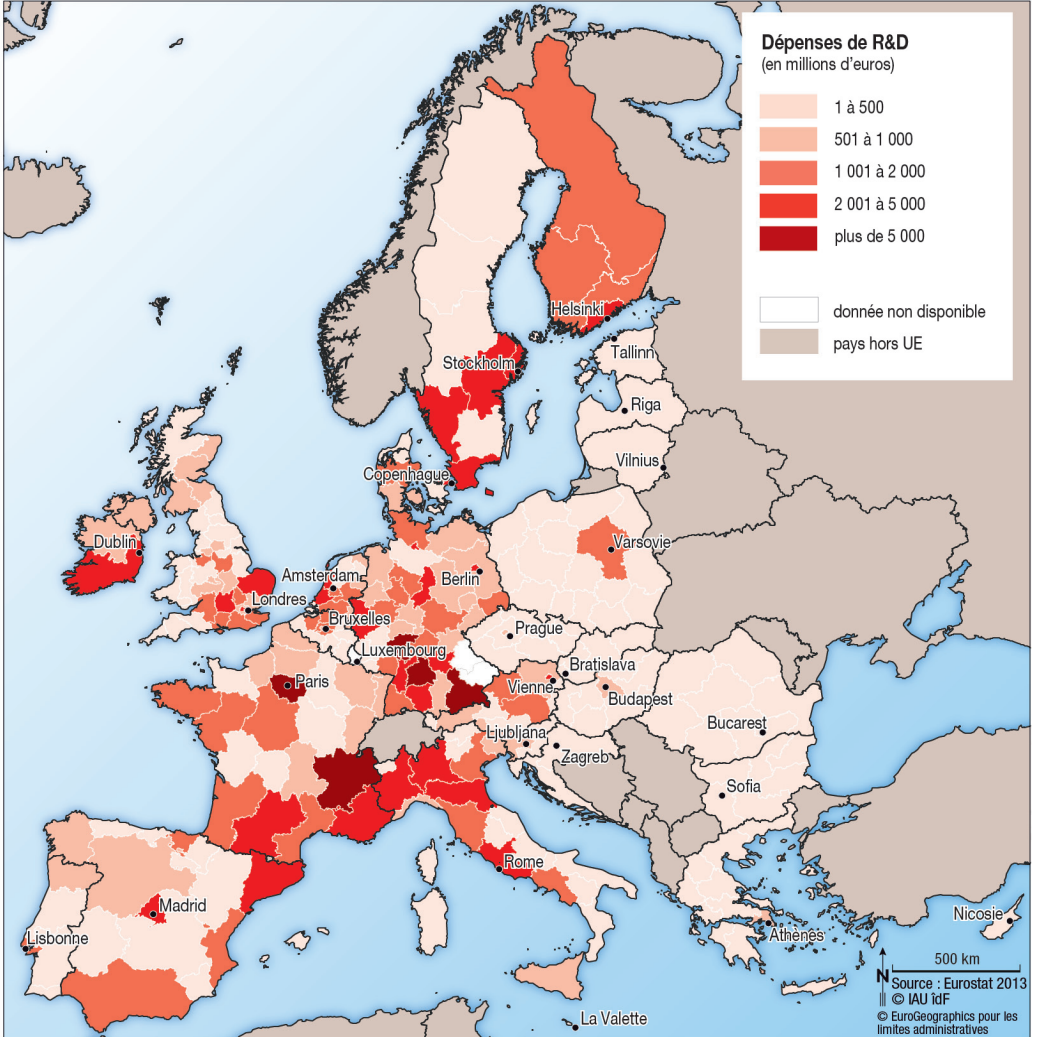
Sources : MEN, MESR - DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA)



Étudiants à l'ISIPCA (78) © V. Colin / CCI Paris Ile-de-France

RECHERCHE

Dépenses de recherche et développement des régions de l'Union européenne en 2011



ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et effectifs dans la recherche en 2011

	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)
DIRD (millions d'euros)	18 393	45 027	40,8
entreprises	12 292	28 766	42,7
administrations	6 101	16 262	37,5
Effectif total⁽¹⁾ de R&D	150 414	402 317	37,4
entreprises	95 806	238 937	40,1
administrations	54 608	163 380	33,4
dont chercheurs	99 579	249 085	40,0
entreprises	65 913	148 278	44,5
administrations	33 666	100 807	33,4

Données semi-définitives.

⁽¹⁾ Effectif équivalent temps plein.

Source : MESR - DGESIP / DGRI - SIES



CEA (91) © H. Abbadie - EPPS

Montant du budget de recherche et de transfert de technologie (R&T) réalisé par les collectivités territoriales en 2011 et 2012

(millions d'euros)

	Conseil régional		Conseils généraux		Communes et EPCI ⁽¹⁾		Ensemble		dont montant à destination des Pôles	
	2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾
Île-de-France	130,8	138,0	51,7	51,0	14,4	13,3	196,9	202,3	41,7	46,0
France métropolitaine	848,5	905,9	210,6	220,4	158,8	211,3	1 217,9	1 337,6	166,3	153,3
Part de l'Île-de-France (%)	15,4	15,2	24,5	23,1	9,1	6,3	16,2	15,1	25,1	30,0

⁽¹⁾ Communes et établissements publics de coopération intercommunale (communautés de communes, communautés d'agglomération...)

⁽²⁾ Budgets réalisés pour 2011 et budgets prévisionnels pour 2012.

Source : MESR - SIES

Le budget de R&T correspond à l'ensemble des financements destinés à développer les activités de recherche et développement des universités et des organismes publics, à soutenir l'innovation et la recherche dans les entreprises, à favoriser les transferts de technologie, à promouvoir les résultats de la recherche, à développer la culture scientifique et technique...

40 % des effectifs nationaux de chercheurs en 2011

4 800 brevets déposés en 2012
(dont 19 % dans le domaine des transports)

Indicateurs de l'effort budgétaire de R&T des conseils régionaux et généraux en 2011 et 2012

		Poids dans le budget total de R&T (%)		Budget de R&T par habitant (euros)		Part du budget de R&T dans le budget primitif	
		2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾	2011	2012 ⁽²⁾
Île-de-France	Conseil régional	15,9	15,8	11,0	11,6	2,4 %	2,5 %
	Conseils généraux	25,3	23,9	4,4	4,3	3,8 ‰	3,6 ‰
France métropolitaine	Conseil régional	100,0	100,0	12,9	14,0	3,0 %	3,1 %
	Conseils généraux	100,0	100,0	2,8	3,3	2,9 ‰	3,0 ‰

⁽¹⁾ Budgets réalisés pour 2011 et budgets prévisionnels pour 2012.

Sources : MESR - SIES, Insee, DGCL

Pôles de compétitivité en 2013

	Domaine de compétences	Nombre de PME adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Nombre total de membres	Nombre de projets financés depuis la création du pôle	Financement total (millions d'euros)	dont financements publics (millions d'euros)
Pôle mondial								
Finance innovation	Banques et entreprises d'investissement, sociétés d'assurance, sociétés de gestion et capital investissement, services aux entreprises financières	n. c.	n. c.	n. c.	262	n. c.	15	6,8
Medicen Paris Region	Hautes technologies pour la santé	158	13	27	214 ⁽¹⁾	223	843	381,0
Systematic Paris Region	Automobile et transports, télécoms, confiance numérique et sécurité, gestion intelligente de l'énergie, logiciel libre et outils de conception et développement de systèmes, TIC et santé, TIC et ville durable	419	157	131	772 ⁽²⁾	421	2 200	824,0
Pôle à vocation mondiale								
Cap Digital Paris Region	Filière des contenus et services numériques	620	30	50 universités et Grandes écoles	700	500	1 200	500,0
Mov'eo	Automobile, transports collectifs, sécurité routière et environnement	190	68	52	348	167	877	363,0
Pôle national								
Advancity	Développement durable de la ville, habitat et construction, mobilité en milieu urbain, éco-technologies	85	9	26	240 ⁽³⁾	146	436	162,0
ASTech	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	148	33	45	251	39	189	81,0
Cosmetic Valley	Parfumerie, cosmétique	241	61	97	399	9	217	102,0

n. c. : données non communiquées.

⁽¹⁾ dont 3 collectivités territoriales et 13 partenaires financiers.

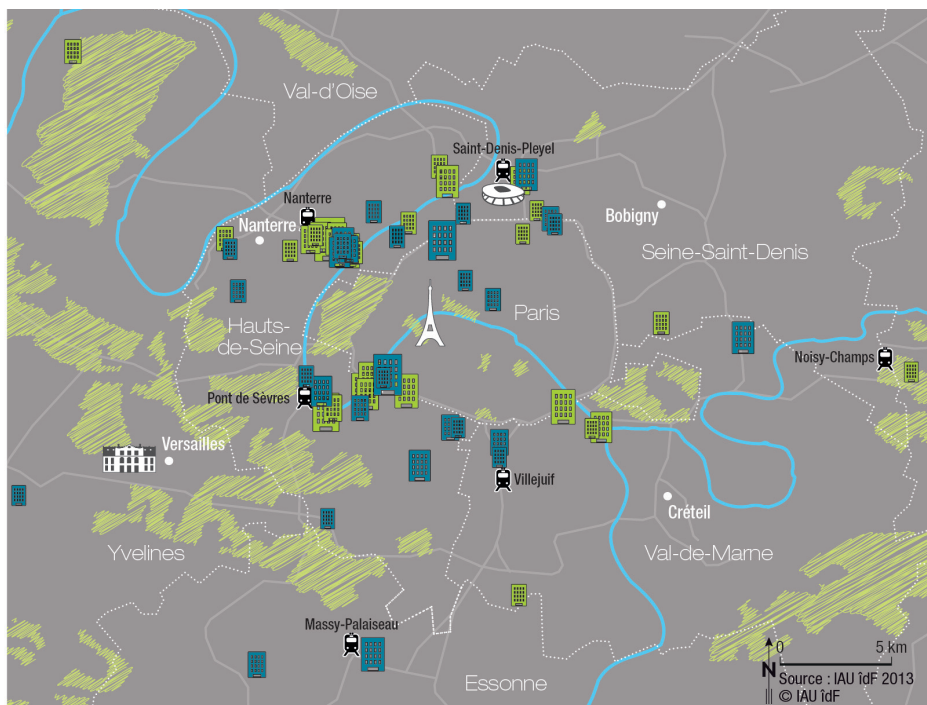
⁽²⁾ dont 28 ETI.

⁽³⁾ dont 19 ETI, 71 TPE et 2 associations d'entreprises.

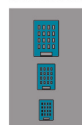
Sources : Advancity, ASTech, Cap Digital, Cosmetic Valley, Elastopole, Finance innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic

IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Principales opérations de bureaux à l'horizon 2020 (surfaces d'au moins 30 000 m²)

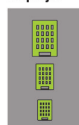


Bureaux en construction



100 000 m²
50 000 m²
30 000 m²

Bureaux en projet

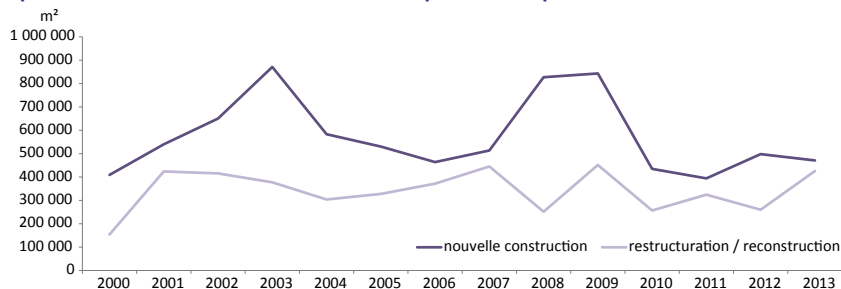


gare principale avec correspondance de ligne Grand Paris Express, proche de futurs bureaux
réseau routier principal
limite départementale



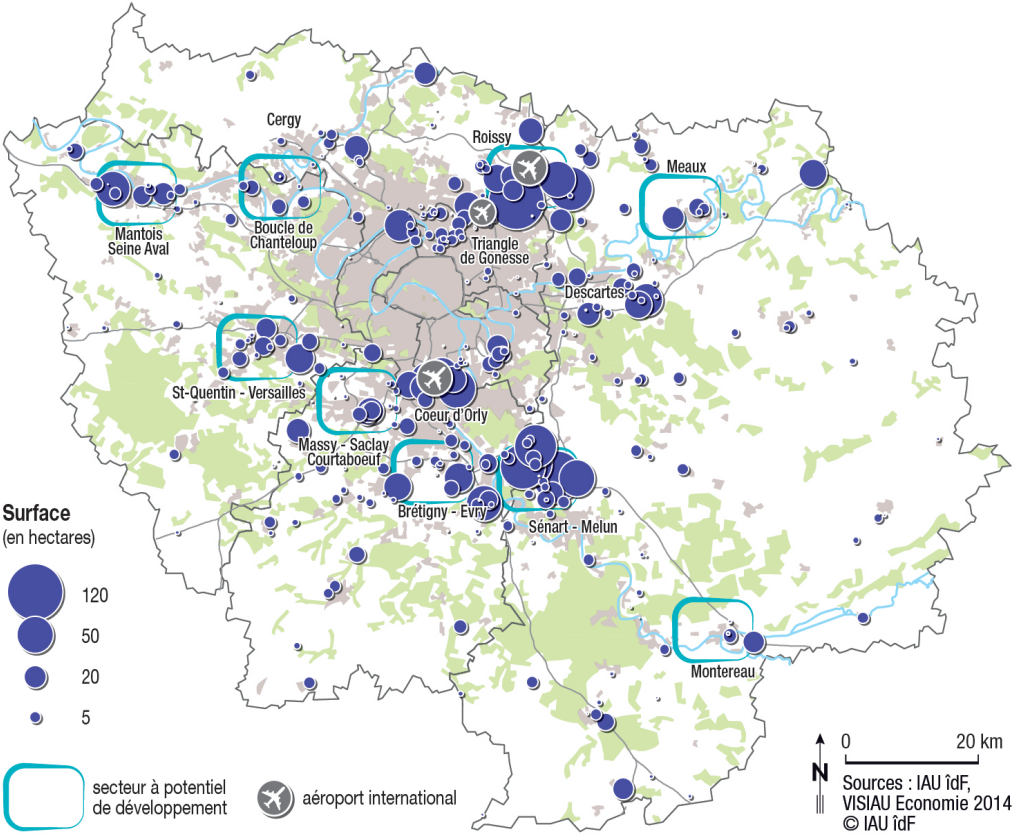
réseau hydrographique principal
espace boisé

Superficie annuelle de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés depuis 2000



Source : IAU ÎdF d'après Grecom

Surfaces disponibles des zones d'activités économiques en 2013

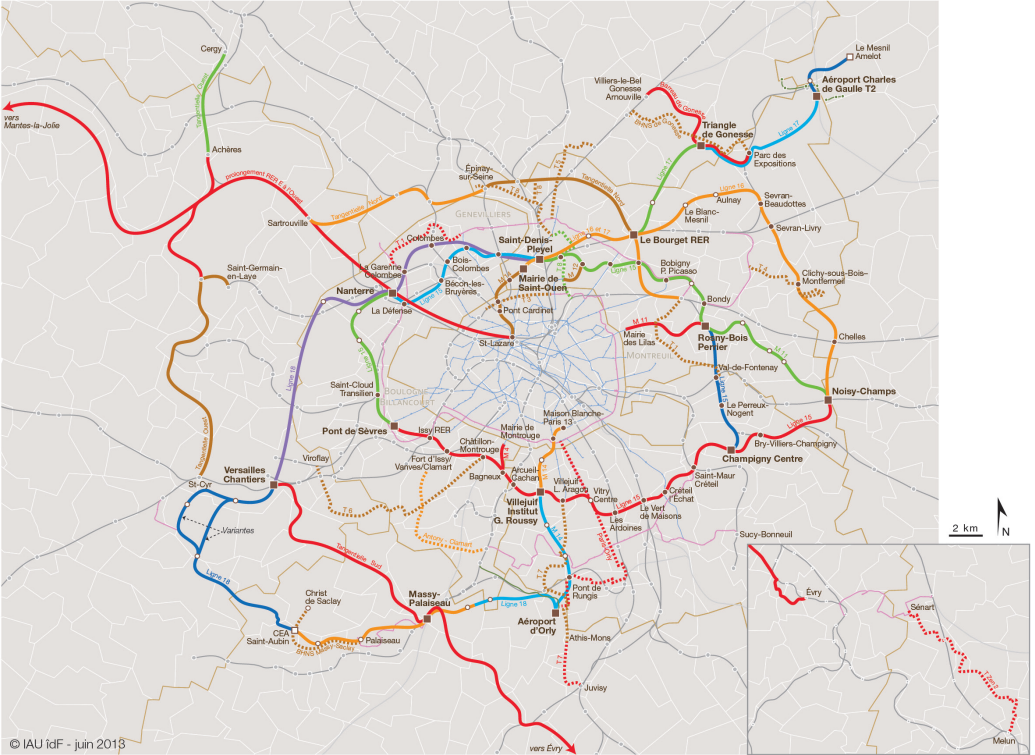


1 300 zones d'activités économiques en 2013, soit près de 28 000 hectares dont 2 370 de terrains disponibles

52 millions de m² de bureaux en 2013

INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS

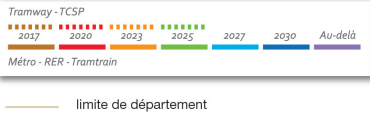
Le nouveau Grand Paris



Perspectives d'aménagements

(Hors modernisation du RER)

Objectifs de mise en service des lignes



Gares principales

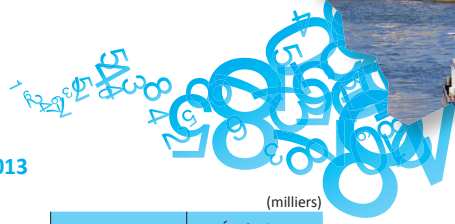
- sans correspondance
- avec correspondance
- ◻ terminus (provisoire ou définitif) de ligne Grand Paris Express, sans correspondance
- terminus (provisoire ou définitif) de ligne Grand Paris Express, avec correspondance

Réseaux existants

- réseau RER / Transilien
- réseau TER / TGV
- réseau métropolitain
- réseau de transport en commun en site propre (TCSP)
- desserte aéroports



Péniche sur la Seine au niveau du pont Alexandre III à Phovoir



Trafic aérien en 2013

(milliers)

	2013	Évolution 2013/2012 (%)
Passagers	90 300	1,7
Roissy - Charles-de-Gaulle	62 000	0,7
Orly	28 300	3,7
Mouvements	701,6	- 2,8
Roissy - Charles-de-Gaulle	472,0	- 3,9
Orly	229,6	- 0,4
Fret et poste (tonnes)	2 174,9	- 3,7
Roissy - Charles-de-Gaulle	n. d.	
Orly	n. d.	

Source : Aéroports de Paris

Trafic de fret en 2012

	Fret (tonnes)	Évolution 2012/2011 (%)
Trafic fluvial	22 273 709	1,3
Chargements	9 519 282	- 2,2
Déchargements	12 754 427	4,1
Trafic maritime	362 420	2,3
Chargements	214 149	- 1,8
Déchargements	148 271	8,9
Ensemble (fluvial + maritime)	22 636 129	1,3

Source : Ports de Paris

Immatriculations de voitures particulières neuves en 2012

	Immatriculations	Évolution 2012/2011 (%)
Île-de-France	346 034	- 11,9
France métropolitaine	1 898 760	- 13,9
Part de l'Île-de-France (%)	18,2	+ 0,4 point
Taux de pénétration étrangère en France ⁽¹⁾ (%)	47,4	+ 3,6 points

⁽¹⁾ Hors transit temporaire.

Source : Comité des constructeurs français d'automobiles

Transports collectifs en 2012

	Milliards de voyageurs-kilomètre	Évolution 2012/2011 (%)
RATP dont :	15,90	1,6
Métro	7,67	1,3
RER (lignes A et B)	5,13	2,2
Réseau de surface Paris et banlieue	3,12	2,0
Transilien (RER hors RATP et trains SNCF)	12,09	2,0
SNCF France métropolitaine	76,97	- 0,2
Part de l'Île-de-France (%)	15,7	- 0,2 pt

Données cvs.

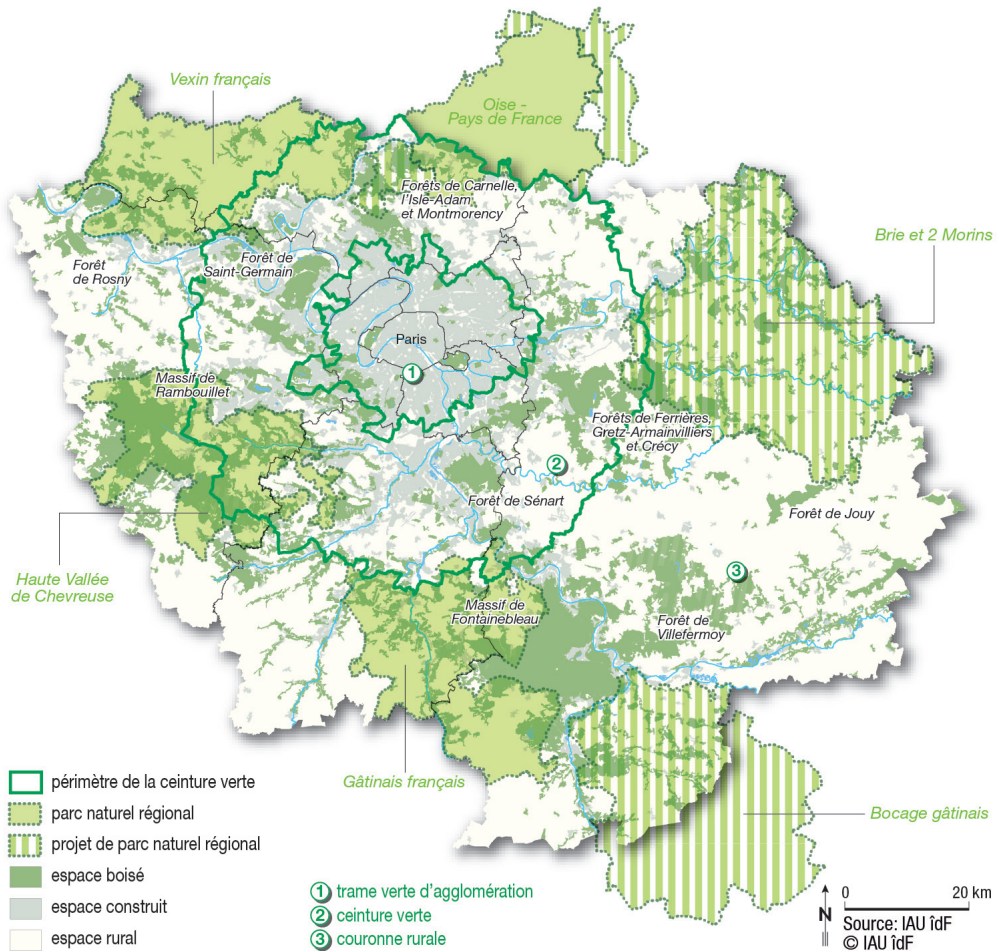
Sources : SNCF, Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

454 km de voies rapides urbaines
4 millions d'utilisateurs par jour

336 km de routes nationales
1 820 km de voies ferrées

ENVIRONNEMENT

Grands ensembles naturels d'Île-de-France en 2013



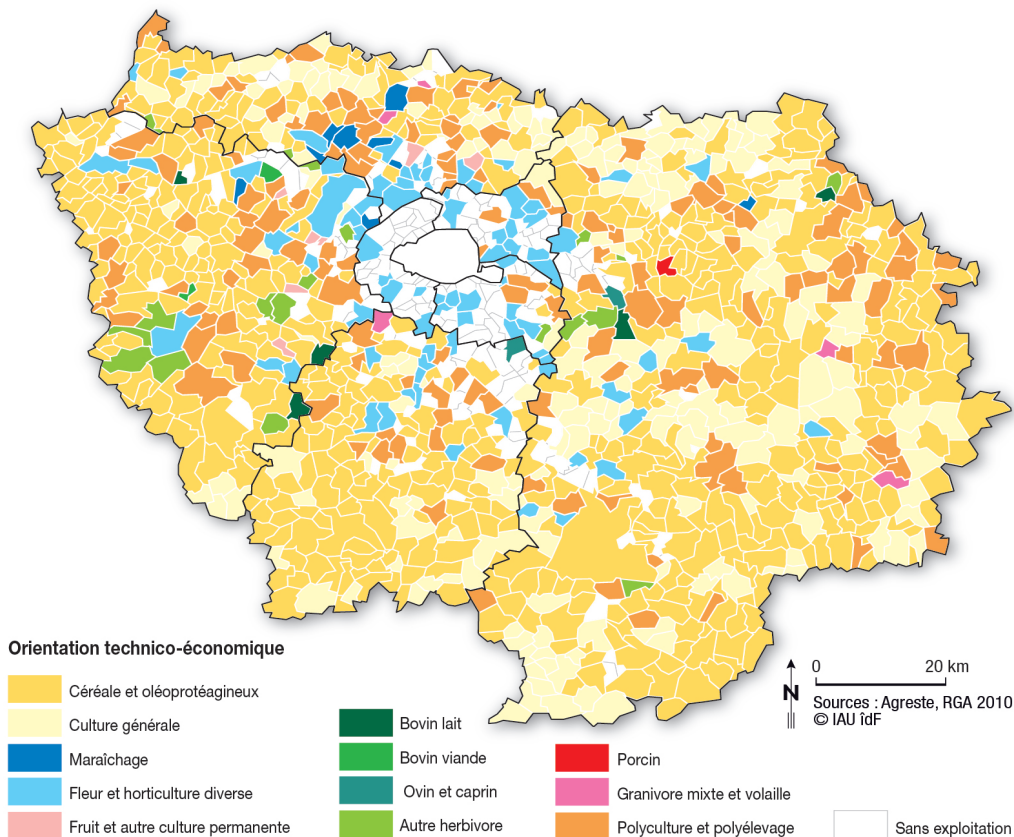
21% du territoire régional couvert par des réservoirs de biodiversité

Indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) pour l'agglomération parisienne de 2009 à 2013

	Nombre de jours pendant lesquels l'indice a été calculé	Pourcentage de jours dans l'année pendant lesquels la qualité était					
		très bonne (niveau 1 ou 2)	bonne (niveau 3 ou 4)	moyenne (niveau 5)	médiocre (niveau 6 ou 7)	mauvaise (niveau 8 ou 9)	très mauvaise (niveau 10)
2013	365	1,6	61,1	17,8	13,2	6,0	0,3
2012	366	1,1	66,9	11,2	12,8	8,0	0,0
2011	365	6,6	69,0	13,1	10,7	0,6	0,0
2010	365	2,7	76,2	12,6	8,2	0,3	0,0
2009	365	3,3	73,7	13,7	8,2	0,8	0,3

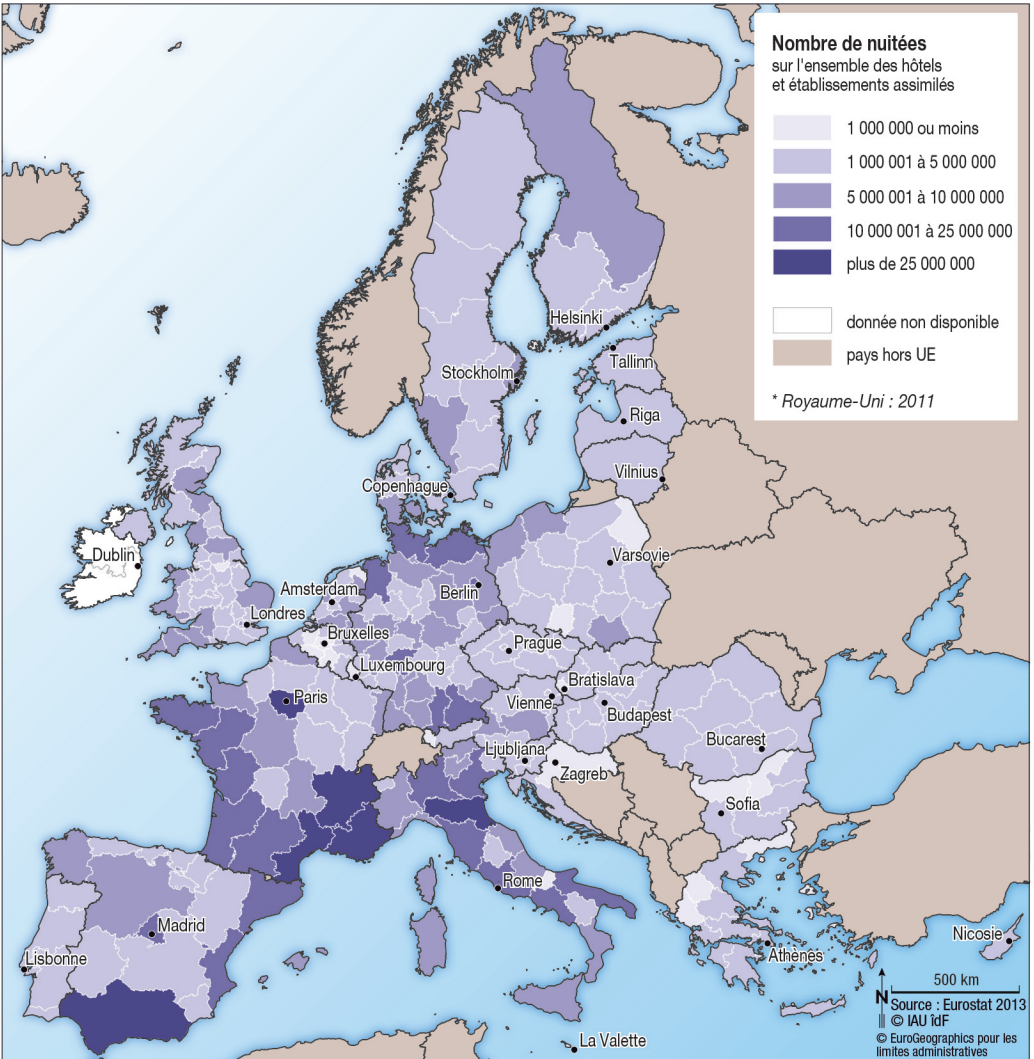
Source : Airparif

Orientation technico-économique des communes d'Île-de-France



TOURISME

Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2012*



1^{re} destination touristique en France :
plus de 68 millions de nuitées en 2012
(dont 53 % d'étrangers)

12 millions de visiteurs
d'affaires dans les principaux sites franciliens en
2012



Château de Versailles (78)
© O. Jobard / SIPAPRESS
/ CRT Paris Ile-de-France

Répartition des hôtels de tourisme au 01.01.2013

	Hôtels classés						Hôtels non classés	Ensemble	Évolution 2013/2012 (%)
	1 ★	2 ★	3 ★	4 ★	5 ★	Ensemble			
Paris									
Établissements	20	175	539	222	35	991	487	1 478	0,2
Chambres	1 253	7 224	25 961	20 031	3 480	57 949	19 489	77 438	0,1

Île-de-France

Établissements	65	288	752	315	38	1 458	888	2 346	0,1
Chambres	5 033	14 433	43 556	35 497	4 306	102 825	47 252	150 077	-0,6

France métropolitaine

Établissements	538	4 017	4 822	1 280	226	10 883	6 098	16 981	-0,1
Chambres	27 970	112 118	203 900	95 495	15 565	455 048	164 274	619 322	0,8

Sources : Insee, DGICIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Note : suite à une réforme du classement des hébergements touristiques marchands, les nombres d'hôtels par catégorie d'étoiles de 2011 et de 2012 ne sont pas comparables.

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2012

	1 *	2 *	3 *	4 *	5 *	Non classés	Ensemble
Île-de-France							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	1 229	3 166	9 398	7 376	848	22 017	32 674
dont part des étrangers (%)							43,8
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	2 270	6 261	19 835	15 774	2 205	21 850	68 295
dont part des étrangers (%)							53,1
Taux d'occupation ⁽³⁾	74,6	73,9	76,5	75,7	76,2	71,9	74,6

France métropolitaine

Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	6 502	18 768	35 622	17 402	2 372	28 088	108 754
dont part des étrangers (%)							28,4
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	10 639	32 578	64 831	33 539	5 546	51 274	198 376
dont part des étrangers (%)							34,5
Taux d'occupation ⁽³⁾	64,4	56,3	61,3	64,4	64,6	57,9	60,3

⁽¹⁾ Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

⁽²⁾ Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

⁽³⁾ Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Sources : Insee, DGICIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques en 2012

	Entrées	Évolution 2012/2011 (%)
Disneyland® Paris (77)	16 000 000	2,6
Notre-Dame de Paris (75)	13 650 000 ⁽¹⁾	-
Sacré-Cœur de Montmartre (75)	10 500 000 ⁽¹⁾	-
Musée du Louvre (75)	9 660 609	9,3
Domaine de Versailles ⁽²⁾ (78)	7 278 745	7,9
Tour Eiffel (75)	6 270 000	- 11,5
Centre Pompidou ⁽³⁾ (75)	3 800 000	5,2
Musée d'Orsay (75)	3 579 130	13,8
Cité des Sciences et de l'Industrie ⁽⁴⁾ (75)	2 641 356	- 0,4
Muséum national d'Histoire naturelle ⁽⁵⁾ (75)	2 040 313	- 0,5
Chapelle Notre-Dame de la médaille miraculeuse	2 000 000 ⁽¹⁾	-
Arc de Triomphe ⁽⁶⁾ (75)	1 732 280	9,4
Grand Palais ⁽⁷⁾ (75)	1 518 927	- 17,4
Musée de l'Armée - Hôtel national des Invalides (75)	1 404 739	- 2,0
Musée du Quai Branly (75)	1 310 148	- 10,1

⁽¹⁾ Estimation.

⁽²⁾ Comptabilise les entrées du Château, du Grand Trianon, du Petit Trianon et des spectacles.

⁽³⁾ Ne comptabilise que le musée et les expositions temporaires.

⁽⁴⁾ Hors fréquentation de la Géode.

⁽⁵⁾ Ces données comprennent : les Galeries nationales, la Galerie sud-est et la Nef.

⁽⁶⁾ Hors Paris Museum Pass.

⁽⁷⁾ Galeries nationales (1 066 779) et Nef / Galerie sud-est (772 644).

Sources : Atout France, Ministère de la Culture et de la Communication / Direction générale des Patrimoines / Département de la Politique des publics



Salon de l'agriculture (75) © APF / F. Foucha / Comexposium



Jardin des Tuileries (75) © D. Blondin / CRT Paris Ile-de-France

Plus de **400** salons en 2012

9,7 millions de visiteurs dans les salons en 2012

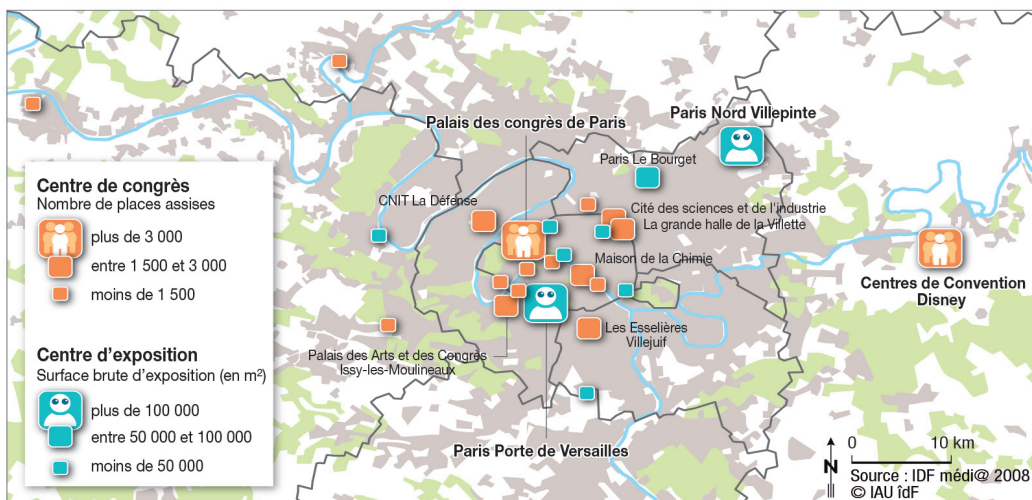
Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2012

	Nombre de participants ⁽¹⁾	Part de marché (%)	Nombre de congrès	Part de marché (%)
Centres de congrès et d'exposition	395 388	64,0	265	26,1
Lieux scientifiques	116 577	18,9	446	44,1
Salles de réunion	51 962	8,4	149	14,7
Hôtels avec salles de réunion	28 573	4,6	80	7,9
Musée - Lieux évènementiels	9 424	1,5	51	5,0
Autres	15 705	2,5	22	2,2
Total	617 629	100,0	1 013	100,0

⁽¹⁾ Sur un total de 997 congrès pour lesquels le nombre de participants est connu.

Source : Office du tourisme et des congrès de Paris

Centres de congrès et d'expositions en Île-de-France en 2013



5,4 milliards d'euros de retombées économiques générées par les salons (4,4 milliards) et congrès (1,0 milliard) en 2012

Près de **68 000** emplois (équivalent temps plein) générés par les salons en 2012

L'Insee, des missions et des compétences au service du débat public

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une administration qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur la France et ses régions.

Ses domaines de compétence sont la démographie, l'économie, l'emploi, les conditions de vie, la connaissance des territoires.

Tous les acteurs, collectivités locales, services de l'Etat, entreprises, médias, associations, enseignants, etc., peuvent utiliser les informations de l'Insee, notamment pour prendre des décisions et établir des prévisions.

L'Insee garantit la confidentialité des données recueillies et la qualité des résultats diffusés.

L'Insee en Ile-de-France : 290 personnes en action y compris les enquêteurs

Installée à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Insee Ile-de-France est une direction régionale de l'Insee. Elle contribue à la production statistique nationale de l'Insee, produit, analyse et diffuse l'information au niveau local pour une meilleure connaissance de la région francilienne et de ses territoires.

L'Insee Ile-de-France : une ressource d'appui à la décision

Cette activité d'analyse, à vocation publique, est engagée en partenariat conventionné avec les acteurs publics locaux (collectivités locales, services de l'Etat, chambres consulaires, observatoires régionaux, agences d'urbanisme et de développement, etc.).

L'Insee Ile-de-France : producteur d'une information de référence

- Le recensement de la population sur le territoire francilien. Chaque année, 466 communes de la région sont recensées en partenariat avec les mairies.
- Des enquêtes auprès de 16 000 ménages franciliens, réalisées chaque année sur des thèmes tels que l'emploi, le logement, le transport, etc.
- Des enquêtes auprès des entreprises et collectivités locales.
- L'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques.
- L'utilisation de données issues d'un réseau de production Insee :
 - . le répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) ;
 - . le répertoire d'état civil ;
 - . les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ;
 - . etc.

L'Insee Ile-de-France : l'information par excellence

Sur www.insee.fr/ile-de-france votre information régionale, complète et actualisée :

- . Des données pour connaître les grandes tendances économiques et sociales.
- . Des études pour comprendre et accompagner le débat régional et local.
- . Une information semestrielle sur la conjoncture régionale.
- . Des dossiers thématiques et un bilan annuel économique et social de la région.

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro SIREN dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. A une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Estimations trimestrielles : elles sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement de la statistique établie par les Urssaf. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions : être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés : les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données annuelles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de Pôle emploi. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT.

Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Pôle emploi : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail.

Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif, les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas comptabilisés dans ce champ par Pôle emploi. Le taux de couverture des statistiques Unedic était de 70 % de l'emploi salarié régional recensé au RGP 1999.

Champ Acoess : couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité

économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans les industries agroalimentaires (IAA), le commerce de gros et les services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Catégories de demandeurs d'emploi : pour les analyses statistiques, les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont présentées en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Taux d'activité : proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Revenus

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Revenu mixte : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles.

Revenu moyen imposable par foyer fiscal : il représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde, pensions alimentaires...).

Foyers fiscaux imposables : personnes ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent.

Environnement

Indice ATMO : l'objectif de l'indice est de caractériser une situation moyenne pour une agglomération urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, l'ozone et les poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. C'est le sous-indice maximum qui est retenu comme indice ATMO final caractérisant la qualité globale de l'air de la journée considérée. Cet indice comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

IAU île-de-France

Bureau d'études et de prospective

Force d'analyse, de proposition, de projet

L'IAU île-de-France est structuré autour de grandes directions techniques : la planification, l'aménagement et l'urbanisme, la mobilité et les transports, l'environnement urbain et rural, l'économie et le développement local, la démographie, le logement et les équipements ainsi que différents observatoires : la santé, la sécurité, l'action internationale, le sport.

Maître d'œuvre des schémas directeurs de l'île-de-France

En tant que maître d'œuvre, l'IAU île-de-France a en charge la révision du schéma directeur aux côtés de la Région : bilan, enjeux, scénarios de développement et parti d'aménagement, appui au dispositif de concertation, capitalisation des travaux, construction du projet de schéma directeur d'île-de-France.

Outil en évolution constante

Dans un contexte en perpétuel renouvellement, l'IAU île-de-France s'adapte constamment, se projette dans l'avenir et apporte un éclairage à long terme sur les évolutions de la métropole. Présent dans de nombreux domaines, il anime réseaux et partenariats sur lesquels il fonde une part de son expertise. Il intervient dans une quarantaine de pays à travers des contrats et accords de coopération.

Outil de communication, lieu d'échanges

Des données, de nombreuses publications, une newsletter, un site Internet : www.iau-idf.fr

Des séminaires, débats et tables rondes.

Le système d'information géographique régional (SIGR) consultable sur Internet par des cartes interactives.



Paul Lecourt/IAU IDF

**200 femmes
et hommes au service
de la Région
d'île-de-France
et de ses partenaires**



Julie Sarnes/IAU IDF



**Institut d'aménagement
et d'urbanisme de l'île-de-France**
15, rue Falguière
75740 Paris CEDEX 15
Tél. +33 (0)1.77.49.77.40

Le président

L'IAU île-de-France est présidé
par Jean-Paul Huchon,
président du conseil régional
d'île-de-France.

Le directeur général
François Dugeny



◀ Flasher pour accéder au site de l'IAU îdF

LIENS UTILES

Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos).....	www.acoss.fr/index.php?option=content&task=blogcategory&id=218&Itemid=5610
Aéroports de Paris.....	www.aeroportsdeparis.fr/ADP/fr-FR/Groupe/Groupe-Strategie/LEssentiel/Trafic/
Agence BIO.....	www.agencebio.org/la-bio-dans-les-regions
Agence régionale de développement (ARD) Paris - Ile-de-France.....	www.paris-region.com
Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies.....	www.arenidf.org
Airparif.....	www.airparif.asso.fr
Bruitparif.....	www.bruitparif.fr
Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie, et des services (CROCIS) de la CCI Paris Ile-de-France.....	www.crocis.cci-paris-idf.fr
Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France (CCI Paris Ile-de-France).....	www.cci-paris-idf.fr
Comité des constructeurs français d'automobiles.....	www.ccfra.fr/Publications
Comité régional du tourisme Paris Île-de-France.....	pro.visitparisregion.com/Les-chiffres-du-tourisme/Les-chiffres-cles
Conseil régional d'Île-de-France.....	www.iledefrance.fr/territoire/carte-identite
Direction générale des douanes et droits indirects (statistiques).....	lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/portail_default.asp
Direction générale des finances publiques (DGFIP).....	www.impots.gouv.fr
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Île-de-France (Directe).....	www.ile-de-france.directe.gouv.fr/-Etudes-et-statistiques,80-.html
Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF).....	draf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/Chiffres-et-publications
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Ile-de-France.....	www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-r627.html
Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) Ile-de-France.....	www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/statistiques-r1546.html
Eurostat.....	epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/themes
Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU îdF).....	www.iau-idf.fr
Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) Ile-de-France.....	www.insee.fr/ile-de-france
Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.....	www.developpement-durable.gouv.fr
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.....	www.economie.gouv.fr/
Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative.....	www.education.gouv.fr/pid25496/statistiques.html
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.....	www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24683/l-enseignement-superieur-en-chiffres.html
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.....	travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/statistiques,78
Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF).....	www.oref-idf.org
Observatoire régional de santé (ORS) Île-de-France.....	www.ors-idf.org
Pôle emploi services.....	www.lobservatoiredelemploi.fr
Portail de l'État au service des collectivités.....	www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales
Ports de Paris.....	www.paris-ports.fr
SIT@DEL2.....	www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/sit-del-2-r202.html
Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF).....	www.stif.info

POUR EN SAVOIR PLUS

Ile-de-France

- **Cartes, plans, 3D : représenter, imaginer la métropole.** Cahiers n° 166, IAU îdF, 2013.
- **Patrimoine bâti, identité et territoires.** Cahiers n° 167, IAU îdF, 2013.
- **Résultats du Mos 2012 : la ville se construit majoritairement en recyclage.** M. Omhovère. Note rapide Territoires n° 636, IAU îdF, 2013.

Population

- **Atlas des Franciliens - Édition 2013.** AORIF, IAU ÎdF, Insee Ile-de-France, 2013.
- **Une diversité des familles à Paris, avec plus de foyers monoparentaux qu'ailleurs et moins de familles recomposées.** C. Decondé, N. Couleaud (Insee Ile-de-France) et E. Moreau, S. Roger (Apur). Ile-de-France à la page n° 411, 2013.
- **Femmes actives dans les territoires d'Île-de-France - Chiffres-clés 2013.** C. Camors, P. Leroi, L. Cransac, P. Guery. IAU îdF, 2013.
- **La population légale de l'Île-de-France - 11 852 851 habitants au 1er janvier 2011.** M.-C. Abboudi, C. Basselier (Insee Ile-de-France). Ile-de-France faits et chiffres n° 310, 2013.
- **Trente ans de recensement de la population - Le centre de l'agglomération parisienne dynamique sur la période récente.** J. Bellidenty, C. Martinez, C. Perrel (Insee Ile-de-France) et P. Louchart (IAU îdF). Ile-de-France à la page n° 416, 2014.
- **Trois Franciliens sur dix sont en difficulté importante à l'écrit, à l'oral ou en calcul.** N. Augustine, C. Perrel (Insee Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 410, 2013.

Économie générale

- **La conjoncture en Ile-de-France en septembre 2013 : l'opinion des chefs d'entreprise.** CCI Paris Ile-de-France. 2013.
- **Économie circulaire, écologie industrielle - Éléments de réflexion à l'échelle de l'Île-de-France.** S. Gueymard et C. Lopez (IAU îdF), 2013.
- **En Ile-de-France, 39 pôles d'emploi structurent l'économie régionale.** F. Dubujet, Y. Musiedlak (Insee Ile-de-France) et F. Mohrt, P. Virod (Apur). Ile-de-France à la page n° 417, 2014.
- **Regards sur... l'année économique et sociale 2013.** Insee Ile-de-France, 2014.

Emploi et revenus

- **Une forte hétérogénéité des revenus en Ile-de-France.** J. Labrador (Insee Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 414, 2013.
- **Les ouvriers largement présents parmi les professions vertes ou potentiellement verdissantes.** C. Godonou, P. Le Roux (Insee Ile-de-France) et C. Gwet, B. Delay (Défi métiers). Ile-de-France à la page n° 407, 2013.

Entreprises

- **Un emploi francilien sur six dépend d'un groupe étranger.** F. Belmanaa (ARD Paris Ile-de-France), M. Le Priol (Crocis), L. Omont et P. Le Roux (Insee Ile-de-France). Enjeux Ile-de-France n° 159, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Les entreprises créées en 2006 et toujours actives en 2009 - Une jeune entreprise sur trois crée de l'emploi en Ile-de-France.** J.-W. Berthelot (Insee Ile-de-France), L. Barutel et C. Camors (IAU îdF). Ile-de-France à la page n° 383, Insee Ile-de-France, 2012.
- **L'Île-de-France, capitale des grandes entreprises.** L. Omont (Insee Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 405, 2013.
- **La lettre 2013 de la création d'entreprise en Ile-de-France.** Y. Burfin. Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Panorama 2013 de la cession-reprise d'entreprises en Ile-de-France.** Y. Burfin. Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Les PMI franciliennes innovent moins, sauf dans certains secteurs de pointe.** S. Guevara (Insee Ile-de-France), A.-L. Aucouturier et M. Prévot (Région Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 408, 2013.
- **Pouvoirs et attractivités de l'aire urbaine de Paris dans les réseaux mondiaux d'entreprises multinationales.** T. Petit (IAU îdF), A. Bellwald et C. Rozenblat (Université de Lausanne, Institut de géographie et de durabilité). Note rapide Économie, n° 622, 2013.
- **Qualité des produits et parts de marché : les moteurs de l'innovation non technologique.** S. Guevara, P. Pottier (Insee Ile-de-France) et Y. Burfin (Crocis). Ile-de-France à la page n° 413, 2013.

Secteurs d'activité

- **Un emploi salarié francilien sur deux dans les services marchands.** B. Gualbert (Crocis) et J.-W. Berthelot (Insee Ile-de-France). Enjeux Ile-de-France n° 161, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2014.
- **L'emploi salarié francilien dans l'industrie divisé par deux en vingt ans.** Y. Burfin (Crocis), S. Abdelmalek et J.-W. Berthelot (Insee Ile-de-France). Enjeux Ile-de-France n° 152, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Les entreprises franciliennes du jeu vidéo, compétentes et dynamiques mais fragiles sur un marché mondialisé.** B. Gualbert. Enjeux Ile-de-France n° 158, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **L'Ile-de-France, l'étoile du cinéma.** B. Gualbert. Enjeux Ile-de-France n° 155, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **L'Ile-de-France, territoire stratégique pour le livre.** N. James, C. Perrel, P. Pottier (Insee Ile-de-France), C. Camors, P. Guéry et O. Soulard (IAU îdF) et C. Moscovitz, M.-C. Roux (Le MOTif). Ile-de-France à la page n° 404, 2013.
- **Les marchés de proximité franciliens dans l'air du temps.** J. Tuillier. Enjeux Ile-de-France n° 156, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Du multicanal au cross-canal, de nouvelles opportunités pour le commerce francilien.** J. Tuillier. Enjeux Ile-de-France n° 154, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Nette augmentation des petits organismes de services à la personne en Ile-de-France depuis 2008.** S. Abdelmalek (Insee Ile-de-France) et H. Chamboredon (Directe Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 409, 2013.
- **Qualité des produits et parts de marché : les moteurs de l'innovation non technologique.** Y. Burfin (Crocis), P. Pottier et S. Guevara (Insee Ile-de-France). Enjeux Ile-de-France n° 160, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Surproduction de surfaces commerciales, vers une bulle immobilière ?** C. Delaporte et C. Tarquis. Note rapide Économie n°635, IAU îdF, 2013.

Enseignement, apprentissage et recherche

- **Culture dans les villes mondes.** BOP Consulting, O. Soulard et C. Camors (IAU îdF). 2013.

Logement

- **Les cités-jardins, un idéal à poursuivre.** Cahiers n° 165, IAU îdF, 2013.
- **560 000 ménages franciliens vivent dans des logements trop petits.** C. Perrel (Insee Ile-de-France). Ile-de-France faits et chiffres n° 305, 2013.

Infrastructures et transports

- **Marcher ou pédaler davantage : des effets bénéfiques sur la santé et sur l'environnement des Franciliens.** Y. Caenen (Insee Ile-de-France) et C. Praznocy (ORS Ile-de-France). Ile-de-France à la page n° 406, 2013.

Environnement

- **L'environnement en Ile-de-France – Mémento.** Actualisation partielle 2012, IAU îdF, 2013.
- **Les parcs naturels régionaux dans la transition écologique et énergétique.** N. Laruelle, J. Missonnier. Note rapide Environnement n° 631, IAU îdF, 2013.

Tourisme

- **L'hôtellerie francilienne : une offre importante mais potentiellement insuffisante.** B. Gualbert (Crocis) et P. Pottier (Insee Ile-de-France). Enjeux Ile-de-France n° 153, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **L'Ile-de-France est-elle toujours leader sur le marché des congrès internationaux ?** C. Hortus et J.-M. Nays (département Tourisme, congrès et salons) et M. Le Priol (Crocis). Enjeux Ile-de-France n° 157, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, 2013.
- **Rencontres et événements d'affaires à Paris Ile-de-France.** J.-M. Nays (département Tourisme, congrès et salons). CCI Paris Ile-de-France, 2014.

« Chiffres-clés de la région Ile-de-France » existe également
en version internationale « Paris Region Key Figures » (anglais et mandarin)

N'hésitez pas à les commander à l'adresse : crocis@cci-paris-idf.fr

08:20

**LE PROGRÈS
C'EST
AVANCER
SANS FAIRE
DE BRUIT**

EN CHARGE
 **78%**



EDF CONÇOIT LE FUTUR RÉSEAU DE RECHARGE AUTOMOBILE

Nous déployons des réseaux de bornes de recharge et nous concevons des batteries plus performantes pour circuler autrement. D'ici 2015, 5 000 bornes de recharge électrique seront installées partout en France. En partenariat avec les constructeurs automobiles, nous faisons entrer le véhicule électrique dans la ville.

pulse.edf.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Cet ouvrage a été réalisé par :

- la **Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France** (CCI Paris Ile-de-France), présidée par Pierre-Antoine GAILLY ;
- l'**Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France** (IAU île-de-France), dirigé par François DUGENY ;
- et la **direction régionale d'Ile-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques** (Insee), dirigée par Sylvie LAGARDE.

Directeur de la publication

Étienne GUYOT, directeur général de la CCI Paris Ile-de-France.

Directeur de la rédaction

Pascal MORAND, directeur général adjoint en charge des études et de la mission consultative, CCI Paris Ile-de-France.

Conception et rédaction

Frédéric BROUILLET (Insee Ile-de-France), Martine DELASSUS (CCI Paris Ile-de-France / Crocis), Patrick HERNANDEZ (Insee Ile-de-France), Françoise JACQUESSON (Insee Ile-de-France), Anne-Marie ROMÉRA (IAU île-de-France / DEDL), Christine TARQUIS (IAU île-de-France / DEDL).

Cartographie

Pascale GUÉRY (IAU île-de-France / DEDL).

Mise en page

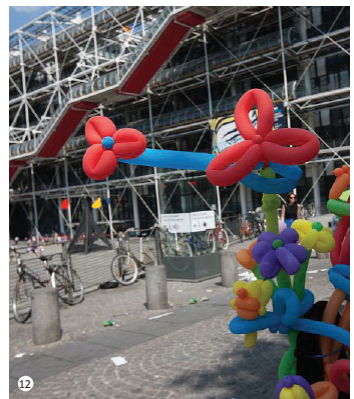
Nathalie PAGNOUX (CCI Paris Ile-de-France / Crocis).

Impression

PDI – Saint-Ouen-l'Aumône (95).

© Copyright CCI Paris Ile-de-France / IAU îdF / Insee Ile-de-France – Mars 2014





1 - Montmartre (75) © G. Targat / CRT Paris Ile-de-France • 2 - Twizy © F. Theulé / IAU îdF • 3 - Bord de Marne - Joinville-le-Pont (94) © H. Giansily / CRT Paris Ile-de-France • 4 - Salon international de l'Air et de l'Espace - Le Bourget (93) © E. Drouin / SAFRAN • 5 - Hôtel du département de l'Essonne (91) © C. Tarquis / IAU îdF • 6 - Château de Versailles (78) © O. Jobard / SIPAPRESS / CRT Paris Ile-de-France • 7 - Moret-sur-Loing (77) © W. Alix / SIPAPRESS / CRT Paris Ile-de-France • 8 - La marina et le port - Port Cergy (95) © CCI Paris Ile-de-France • 9 - Hermès (93) © C. Delaporte / IAU îdF • 10 - CNIT Paris la Defense (92) © M. Madelaine / IC / VIPARIS • 11 - Parc d'activité Parc Nord 2 / Gonesse (95) © Paris Nord 2 • 12 - Centre Georges Pompidou (75) © G. Targat / CRT Paris Ile-de-France.



LE GROUPE EDF VOTRE PARTENAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE

Le groupe EDF accompagne chaque jour la région francilienne pour relever ses grands défis. Il apporte son expertise d'industriel, de grand employeur et d'entreprise de service public.

> PRODUCTION

5 sites de production répondent à la demande énergétique francilienne: Porcheville, Gennevilliers, Vitry-sur-Seine, Vaires-sur-Marne, Montereau.

24 000 salariés

> EMPLOI

Le groupe EDF est un acteur important qui héberge près du quart de ses effectifs en Île-de-France. Il prévoit **1000 mouvements** par an afin de renouveler les compétences.

5.3 millions de clients

> SOLIDARITE

Engagé dans une démarche de responsabilité sociale d'entreprise, le groupe EDF se mobilise aux côtés des acteurs économiques et sociaux pour anticiper les besoins et **lutter contre la précarité**.

1 600 embauches /an

> INNOVATION

Avec **3 sites spécialisés**, l'Île-de-France regroupe les ressources en R&D du groupe: Chatou, Les Renardières et Clamart.

1 250 apprentis

1 500 chercheurs

3 valeurs clés animent le groupe EDF:

Respect de la personne - Responsabilité environnementale - Solidarité



Le groupe Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays.

NOS PRIORITÉS

Une vision globale du développement des entreprises :

- Bpifrance devient l'instrument privilégié du financement des PME et ETI pour le Groupe
- Soutien renouvelé à l'économie sociale et solidaire
- Démarches en matière d'innovation, de propriété intellectuelle et de transfert de technologie

Un engagement réaffirmé en faveur du logement :

- Contribution à l'effort national de construction
- Des réponses à des besoins ciblés (étudiants, 4e âge...)
- Promotion de la mixité sociale et fonctionnelle
- Rénovation urbaine

Un rôle moteur de la transition énergétique et écologique :

- Efficacité énergétique, production d'énergie et réseaux de distribution
- Mise en valeur et protection des richesses naturelles

Un vecteur de la transformation numérique :

- Sécurisation des données numériques et mise en œuvre des consignations numériques
- Développement des usages et des équipements numériques des territoires

Un acteur majeur des infrastructures et de la mobilité durables :

- Développement des infrastructures durables au service de la compétitivité des territoires
- Accompagnement des politiques de mobilité durable
- Modernisation de l'offre touristique

POUR RÉUSSIR, IL VOUS FAUT LES MEILLEURS ATOUTS

Expertise, services, proximité : la CCI Paris Ile-de-France est à vos côtés !

NOS MISSIONS

Représenter les entreprises

- 98 élus, chefs d'entreprise
- 843 000 entreprises
- 130 juristes, économistes, fiscalistes
- 5 centres d'observation économique et juridique

Faire grandir vos projets

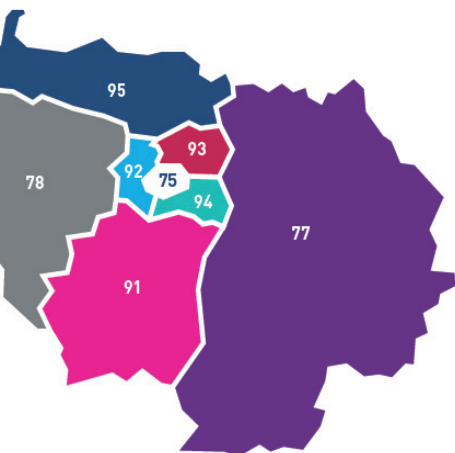
- 100 000 porteurs de projet dans la création et le suivi des premières années de l'entreprise et 10 000 commerçants accompagnés
- 9 000 entreprises conseillées et suivies à l'export

Former aux défis de demain

- 24 écoles
- 500 formations proposées

Promouvoir la région capitale

- 10 parcs d'exposition et de congrès gérés à travers VIPARIS
- 1 000 manifestations organisées par an



CROCIS

CENTRE RÉGIONAL D'OBSERVATION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES

un observatoire de la



Nos principaux partenaires :
Insee Ile-de-France, Institut
d'aménagement et d'urbanisme
d'Île-de-France, Agence régionale
de développement, Conseil
régional d'Île-de-France

Pour toute demande
d'information ou de devis :
crocis@cci-paris-idf.fr
www.crocis.cci-paris-idf.fr

ENTREPRISES, COLLECTIVITÉS,

**Vous souhaitez mieux connaître votre secteur
d'activité ou une problématique économique
de la région ?**

Les économistes et statisticiens du Centre
régional d'observation du commerce, de
l'industrie et des services vous proposent des
prestations sur mesure :

- Enquêtes
- Veilles économiques et territoriales
- Formations sur l'observation économique et la veille
- Aide au montage d'un observatoire économique

0820 012 112

0,12 €/minute

www.cci-paris-idf.fr

 **CCI PARIS ILE-DE-FRANCE**
Notre plus belle entreprise : **vous servir !**



27, avenue de Friedland
75382 Paris Cedex 08

0820 012 112
24h/24
www.cci-paris-idf.fr

CCI TERRITORIALES



1, avenue Johannes Gutenberg - Serris
77776 Marne-la-Vallée Cedex 4

01 74 60 51 00
www.seineetmarne.cci.fr



2, cours Monseigneur Roméro
91004 Évry Cedex

01 60 79 91 91
www.essonne.cci.fr

CCI DÉPARTEMENTALES



2, place de la Bourse
75002 Paris



21, avenue de Paris
78000 Versailles



5, place Nelson Mandela
92729 Nanterre Cedex



191, avenue Paul Vaillant Couturier
93000 Bobigny



8, place Salvador Allende
94011 Créteil Cedex



Cap Cergy - Bâtiment C1
35, boulevard du Port
95000 Cergy

